

L'acquiescement de Cassiot, est le prélude du dégonflement du "complot communiste".

Le "complot antifasciste" a avorté !

La police décidément joue de malheur !

Le libertaire

Rédaction : Administration : N. FAUCIER 72, rue des Prairies, Paris (20^e) (Circulaire postale : N. Faucier 1165-35)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"
FRANCE : Un an... 42 fr. Six mois... 24 fr. Trois mois... 12 fr. ÉTRANGER : Un an... 50 fr. Six mois... 28 fr. Trois mois... 14 fr. Chèque postal : N. Faucier 1165-35

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

APRÈS LA HAYE

La liquidation de la guerre ouvre la voie à une nouvelle politique capitaliste

La deuxième Conférence de La Haye est terminée. L'acte final, enregistrant les accords conclus, a été signé en grande pompe et sous un déluge d'éloquence attendrie. Enfin, nos gouvernants sont donc parvenus à en finir avec la réglementation des suites de la guerre. Il leur aura fallu onze ans.

En finir ? Soyons plus exacts. Le texte officiel qui porte « règlement définitif » demande à être remplacé par celui de compromis. L'accord de La Haye, c'est bien cela : le compromis imposé par les nécessités économiques et le seul acceptable par toutes les puissances en cause.

Bon gré, mal gré, il fallait bien que les bourgeois internationaux se décident à clarifier la situation embrouillée d'après-guerre au moyen d'une quelconque transaction. Nous ne sommes pas dupes du soi-disant esprit de conciliation et de concorde qui aurait marqué les débats de cette deuxième conférence. La loyauté des capitalistes entre eux ne nous leurre pas non plus. Mais nous savons que les exigences vitales du capitalisme international sont impérieuses, et que force est bien, aux uns comme aux autres, de s'adapter aux circonstances.

Les débats de La Haye visaient deux objectifs : le règlement des réparations allemandes et celui des réparations orientales.

Du dernier, il y a peu de choses à dire. Les États de la Petite Entente semblaient décidés à rester sur leurs positions respectives, et leurs intérêts divergents s'affrontaient avec autant d'âpreté qu'à la première Conférence de La Haye. Il y eut encore des séances mouvementées où les délégués danois, défendant pied à pied les intérêts de leurs bourgeoisies nationales, refusaient de souscrire aux exigences des vainqueurs. Jusqu'en dernière heure, on crut même tout accord impossible.

Mais, après Loucheur, Snowden intervint, sommant catégoriquement les délégués d'en finir. Et l'on vit bâcler en l'espace d'une nuit, une solution que des journaux de discussion n'avaient pu trouver. La Petite Entente avait dû capituler devant le front unique opposé par les puissances « invincibles », Angleterre, France, Belgique, Italie. Aussi l'esprit de concession dont l'accord relatif aux réparations orientales procédait imposé par la contrainte des grands États coalisés, n'en aura-t-il qu'une valeur d'application d'autant plus aléatoire.

La question essentielle du document de La Haye réside dans l'accord final intervenu entre l'Allemagne et ses créanciers.

Les représentants du Reich se sont montrés conciliants. Ils ont accepté la date du 15 au lieu du 30 pour effectuer les versements mensuels au titre des réparations. Enfin, malgré l'opposition du docteur Schacht, ils ont admis que la Reichsbank souscrirait directement la part qui lui est réservée dans le capital de la Banque des Règlements internationaux. Mais la question primordiale fut celle relative à la mobilisation d'une première tranche des annuités inconditionnelles. Il n'est pas inutile de souligner que c'est cette question, en fait, indépendante du règlement des réparations proprement dit, qui a été mise au premier plan des négociations. Car, avec le règlement de ce problème, nous entrons de plein pied sur le véritable terrain des débats. Terrain essentiellement économique et financier. Débats plus préoccupés de faire face à une situation présente qu'à régler une dette du passé.

Le plan Young ne présente, en fait, d'intérêt pour le Gouvernement français que dans la mesure où sera possible cette dite mobilisation. Or, la politique financière poursuivie actuellement par le Reich, politique d'omniprêts à jet continu, serait de nature à gêner singulièrement cette opération en forçant la concurrence sur le marché mondial. Déjà, en novembre et décembre derniers, le Gouvernement français protesta à plusieurs reprises contre les emprunts effectués ou même simplement envisagés par le Reich avec les Établissements Kreuger, Morgan ou Dillon Read.

La mission de Tardieu à La Haye était donc, bien que cela fût, en somme, en dehors du sujet — insister sur ce point — d'obtenir que jusqu'à l'émission d'une première tranche d'obligations Young, l'Allemagne ne procédât à aucune opération analogue. Mais vu la précarité financière du Reich, la privation de tout crédit extérieur était, d'autre part, signer sa ruine, et à cela, le Gouvernement français n'a pas intérêt. Il fut donc décidé qu'en compensation, le Reich s'associerait à ses créanciers dans leurs appels au crédit extérieur — participant ainsi directement à la mobilisation de la première tranche des annuités inconditionnelles — et qu'il opérerait, par la suite, ses propres emprunts extérieurs

par l'intermédiaire de la Banque des Règlements internationaux.

Une exception était faite, en outre, en faveur de l'emprunt Kreuger, signé déjà par le Gouvernement allemand, si non encore ratifié par le Reich, et qui, partiellement escompté par la Reichsbank, a permis à l'Allemagne de couvrir son échéance de fin décembre. Cet emprunt n'a pas été contesté. Hormis qu'il est reconnu indispensable au maintien actuel des finances allemandes, les dirigeants français auraient eu mauvaise grâce à chicaner au sujet de cette même *Cie Internationale des Aluminettes* (Svenska) avec laquelle, il y a quelques deux ans, Poincaré concluait de mystérieuses opérations financières au nom du Gouvernement français.

Mais laissons de côté cette vieille histoire pour revenir au présent, c'est-à-dire à ce véritable « gentlemen's agreement » conclu entre la France et l'Allemagne, sous prétexte de liquidation de la guerre. Les clauses de la mobilisation prennent une portée considérable du fait que c'est la première fois que les Gouvernements allemand et français signent ensemble un projet d'emprunt. Comme le remarquait judicieusement la « Gazette de Voss », cette association d'affaires aura nécessairement des effets politiques.

Association d'affaires ! Voilà le mot juste prononcé. Ce sont, en effet, des hommes d'affaires qui se sont réunis à La Haye pour délibérer et s'entendre sur la direction à donner désormais à leur activité capitaliste épuisée par une vaine concurrence. Ce fut une conférence de la Finance internationale, ralliée, en désespoir de cause, à cette tactique de collaboration que nous verrons demain l'ouverture de sa banque, la Banque dite des Règlements internationaux. La mise en action de ces nouvelles directives capitalistes ne tardera pas d'ailleurs, si, comme l'on pense dans les milieux bien informés, la B. R. I. lance dès le printemps, en collaboration, évidemment, avec la banque Morgan, sa marraine, une émission, totale ou partielle, de la première tranche des réparations.

Nous voilà loin, cependant, du chauvinisme intransigeant des périodes immédiates à la clôture des hostilités. Aujourd'hui, on ne crie plus : « Malheur aux vaincus ». Mais vainqueurs et vaincus essaient plutôt de se sortir mutuellement du bourbier où ils sont plongés les uns et les autres, obéissant en cela à la solidarité organique qui est une question vitale pour les capitalistes internationaux.

La Conférence de Bienenhof liquide, en effet, Mais elle liquide moins les conséquences d'une guerre ruinée, qu'elle ne les conséquences de la méthode des grandes puissances ? Nullement. Aucune formule ou adaptation nouvelle ne parviendra à supprimer les contradictions généralisées de conflits inhérents au régime lui-même. Mais la nouvelle orientation du capitalisme parviendra sans doute à prolonger la durée de celui-ci.

La Conférence de La Haye, consacrant l'internationalisation de la politique capitaliste, avec, comme pierre de touche, le rapprochement franco-allemand est, comme l'a écrit si justement Louzon dans le « Cri du Peuple », le « Meeting de Saint-Martin's Hall de la bourgeoisie. »

Lucille PELLETIER.

PIERRE ODEON EN CONSEIL DE GUERRE

C'est mercredi prochain, 29 courant, que notre camarade Perrin, dit Odeon, sera traduit devant le Conseil de guerre de Paris.

Pour s'être refusé à faire le guignol durant vingt-trois jours dans les rangs d'une institution, dont on peut bien dire que la guerre n'est que le prolongement, nul doute qu'Odeon soit condamné. Comment pourrait-il en être autrement, puisque ceux qui seront appelés à le juger, sont ceux-là que la protestation d'Odeon met le plus en cause, ceux-là dont l'armée est la mère nourricière.

Dans notre numéro de la semaine prochaine, nous ferons connaître le verdict, en même temps que nous donnerons un large compte rendu des débats. — Lecoin.

LE PROCÈS DU "LIBERTAIRE" SERA CELUI DE CLEMENCEAU

Nous établirons le bilan macabre du vieux bourreau

Les poursuites intentées contre nous, nous donneront, une fois de plus, l'occasion d'instruire le procès du sanglant criminel, qui s'est éteint, il y a un mois.

Les juges ont pensé nous atteindre, en nous poursuivant pour une telle raison.

Ils nous permettront d'établir en audience publique, la liste des méfaits et des crimes, de la monstrueuse canaille de la rue Franklin.

Et après tout, dans la comédie officielle, des simagrées et des genuflexions, cette petite diversion était peut-être nécessaire.

Dans le concert chaleureux des thuriferaires de la presse et du gouvernement, il n'est pas mauvais, qu'un son discordant se fasse entendre.

On nous a poursuivi. Tant pis, pour la mémoire du grand français.

Nous saurons mettre en lumière les ignobles états de service, du Clemenceau de Draveil et de Narbonne, du Clemenceau de 1917, qui, sadiquement, se plaisait à faire durer le carnage ; du Clemenceau des Conseils de Guerre et des fossés de Vincennes.

Si les pieds plats du Parquet ont cru nous intimider, par leurs poursuites, ils se trompent.

Ainsi, on inculpe Ribeyron, d'apologie « de crime, de meurtre », bien que le sinistre macaque ne soit plus de ce monde.

Son ricaneur, qui tendait d'un rictus si affreux, sa tête de mort, s'est tu ; mais sa légende demeure.

Il est des morts qu'il faut qu'on tue, dit le poète.

Celui-là, le tuera-t-on jamais assez ?

LE COMLOT SE DÉGONFLE

CASSIOT EST ACQUITTÉ

Si l'on pouvait avoir encore quelques doutes sur le complot que le gouvernement a monté de toutes pièces grâce à l'imprudence du parti bolcheviste, l'espérance de l'acquiescement de Cassiot par le tribunal correctionnel ouvrirait les yeux aux plus entêtés. Essayons de démêler dans ce fait, et la tactique gouvernementale, et l'imprudence d'un parti qui se dit révolutionnaire et bien dirigé. Premier point à analyser, comment le complot a-t-il pu être le point de départ des poursuites ? Nous sommes à la veille du 1^{er} août, qui doit constituer d'après les ordres de la Finance internationale une grande journée de manifestation contre les gouvernements bourgeois en général et contre la guerre en particulier. Cassiot reçoit une lettre l'invitant à aller à un rendez-vous où il lui sera remis des documents intéressants pour le parti bolcheviste en son militant l'espère qu'il en tirera à son organisation et celle-ci n'aurait pu lui permettre d'aller à ce fameux rendez-vous ; bien plus, quand il a les pièces il va tout droit de ce rendez-vous à la police qu'il l'arrête dans les locaux du journal et elle trouve sur lui les documents qu'elle avait chargés un de ses policiers de lui remettre. Je ne conclus pas, mais il est au moins surprenant qu'un parti qui se flatte de conduire le prolétariat commette une aussi grossière bêtise. Passons maintenant à la tactique gouvernementale, il s'agit de savoir pourquoi l'arrestation de Cassiot a été faite.

Elle a été faite à la base des suggestions de ces commissions qui s'opèrent actuellement la réorganisation de toutes les institutions et administrations. Ainsi, grâce à la précision des instructions données à ces commissions de réorganisation, l'organisation centrale, une épuratoire rigoureuse amènera la révélation des « anciens policiers, gendarmes et curés » qui avaient des fonctions dans les institutions socialistes. Et, pour bien montrer que cette épuratoire a pour objet une simplification et une réduction de frais, on nous apprend que les fonctions ainsi retirées aux victimes de l'épuration seront remises à des « ouvriers » qui auront reçu une préalable préparation.

C'est tout simplement, comme dans le P.C. français, de l'été-toi de la que je m'y mette. Le « Terrassier de service » et ses pareils, après avoir saouiné comme il convient, cette information — en tison — ont dû faire des rêves rouges et or. Ils voyaient déjà, transposés en France ce qui se passe en Russie ! Le rêve est loin de la réalité et le « terrassier » de plus en plus de service, devra, longtemps encore continuer, pour le compte de Frère Florimond sa besogne de sous-labrin. Ce n'est pas demain qu'il sera promu au poste d'ambassadeur de la république soviétique de France et de Navarre. Heureusement !... Quand je dis heureusement, je me comprends.

En attendant, le gouvernement russe fait poursuivre par le gouvernement bourgeois de ce pays, un de ses employés du nom bien connu de Litvinoff qu'il accuse d'avoir cherché à lui barboter quelque vingt-cinq millions. Une paille ! Il faut défendre ses intérêts par M^{re} Maurice Garçon qui n'est pas à ce que je sache bolcheviste et aussi par l'avocat d'affaires André Berthoin.

On peut remarquer, en passant, que les agents soviétiques jonglent avec les millions avec une facilité et un entrain déconcertants. Hier, c'était l'ex-ambassadeur Bessedovsky dont le gouvernement russe demande l'extradition pour une affaire de chèques se montant à des milliers de dollars.

Doit-elle donc tout cet argent. Et à quel sert-il ?

Voilà des questions auxquelles répondront avec aisance de pauvres bourgeois qui croient d'un commun fer aux sonnettes de leurs chères. Mais on me permettra bien d'avoir là-dessus une opinion quelque peu différente.

Ces francs et ces dollars, plus que l'élan des concussions pourraient expliquer tant de conversions ! — Pierre Mualdès.

GRANDE CAUSERIE ÉDUCATIVE

SUR PROUDHON

PAR LASHORTS

Invitation cordiale à tous les sympathisants et lecteurs du « Libertaire ».

A BUENOS-AYRES

Une interview d'un anarchiste retour de Russie sur le cas Ghezzi

Il est arrivé, il y a peu de temps, à Buenos-Ayres, retour de Russie, un certain Vidal Mata, qui fut anarchiste, un certain temps, et qui, maintenant, accompli en Amérique latine la même besogne que l'ex-camarade Colomer a cherché à faire en France. Il écrit dans les journaux, se fait interviewer, tient des conférences, etc. Il dit naturellement « merveilles » de la Russie soviétique.

Il y a quelques temps, il a donné même, dans une interview au journal hebdomadaire, « La Internacional », de Buenos-Ayres (organe du parti communiste argentin), des notes sur notre compagnon Ghezzi, mais si inexactes et si contradictoires, que l'on se demande si on doit leur prêter quelque importance.

Dans cette interview, on remarque deux phénomènes : d'un côté, la répétition usuelle de certaines expressions de l'argot communiste qui semblent plus du journal que de l'interviewé ; de l'autre, on voit transparaître une certaine réserve sympathique à Ghezzi, qui réclame l'attention, surtout, des compagnons italiens qui s'occupent de la question.

Notez ceci. Le groupe anarchiste « Umanita Nova », de Buenos-Ayres, décide d'envoyer deux compagnons auprès de Vidal Mata pour lui demander un peu plus de détails sur le cas Ghezzi. Le 14 octobre dernier, deux de nos amis, Barbelli et Salvatore Cortese, se rendirent à la « Maison du Proletariat », où se trouve le siège de toutes les institutions bolchevistes de Buenos-Ayres. Ils y virent Mata et eurent avec lui le colloque, que nous rapporterons ci-dessous intégralement :

— Permettez, vous êtes Vidal Mata ?

— Oui.

— Nous sommes deux anarchistes italiens, du groupe « Umanita Nova », et nous sommes venus pour vous poser quelques questions au sujet de Ghezzi. Nous avons lu attentivement votre interview dans « La Internacional », mais nous voulons avoir de plus amples informations, parce que l'organe des communistes italiens de samedi dernier accusait Ghezzi d'être un mouchard, ce qui ne concorde guère avec ce que vous avez dit dans votre interview.

— Rien de tout cela ! Ghezzi, non seulement n'est pas un mouchard, mais il jouit plutôt parmi les ouvriers d'une réputation d'honnête travailleur et on a beaucoup de sympathie pour lui.

Cette réponse-ci nous étonna dans la mine notre nouvelle question :

— Ecoutez, nous autres, nous voudrions savoir si nous devons croire ce que vous venez de déclarer ou bien ce qu'a publié « La Internacional ». Il se pourrait que le rédacteur de ce journal ait laissé échapper quelque chose ou qu'il ait inséré, par erreur, ces choses que vous n'avez pas dites.

À la suite de cette affirmation, suivit un moment de silence embarrassé et tactique, consenti par Vidal Mata, lequel, sans relever notre parole, continua :

— Des informations qu'il me fut possible de recueillir à Moscou, il résulte que Francesco Ghezzi fut arrêté à la suite de la correspondance qu'il adressait à Berlin.

Avant son arrestation dans la capitale, il travaillait avec les paysans dans un pays voisin d'Odessa. Il fut appelé à Moscou par les autorités bolchevistes pour se justifier devant elles de la correspondance qu'il adressait à l'étranger et dans laquelle il aurait attaqué et critiqué le Gouvernement russe.

Je dirai que Ghezzi protesta que le contenu de sa correspondance ne pouvait et n'était pas tel que les autorités bolchevistes puissent prendre des mesures à son égard.

Mais le G. P. U. savait ce qu'il écrivait par toute la correspondance à l'étranger passe par sa censure.

Je suis arrivé récemment à Buenos-Ayres et j'ai pu constater que certaines de mes lettres, envoyées directement de Moscou, n'avaient pas, à leur arrivée, les enveloppes écrites de ma main et dans lesquelles je les avais mises.

— Pour cette fois, Ghezzi ne fut pas touché, mais il fut contraint à résider à Moscou. Il retourna travailler de sa profession de mécanicien dans un établissement métallurgique où il se fit bientôt remarquer et estimer les ouvriers par ses capacités. C'est un bon et courageux mécanicien. Un peu avant son arrestation, il avait reçu un prix du « Conseil de fabrique » pour une invention qu'il avait faite, un perfectionnement à une machine.

Je fis le possible pour m'informer sur son cas et peut-être j'aurais réussi à faire quelque chose pour lui si j'avais pu rester à Moscou encore un peu de temps.

— Comment avez-vous pu vous informer en Russie. Sauriez-vous la langue russe ?

— Non ; seulement quelques mots bien étranges que les interprètes lors de votre séjour là-bas ?

— Non, j'ai pu éviter cela, dès les premiers jours de mon arrivée à Moscou, parce que...

Nous laissons, à ce point, la plume, ne voulant pas révéler les moyens par lesquels Vidal Mata put nous démontrer l'authenticité de ses notes, parce que nous ferions allusion à d'autres personnes et nous ne voulons, pas même, courir le risque de nuire à ces personnes qui sont en Russie, au cas où les agents de Moscou communiqueraient à la G. P. U. cette interview. Donc, nous omettons volontairement certaines explications de Vidal Mata. Celui-ci continua :

— Je fus invité, un soir, à aller à la « Maison des Emigrants à Moscou », où j'aurais pu faire la connaissance de Ghezzi, mais je ne pus le trouver, car, depuis trois jours, il était arrêté.

— Mais, en somme, le compagnon Ghezzi ne pouvait être un parasite ou un espion, si tous ceux qui le connaissent l'aiment.

— D'après ce que j'ai pu savoir, c'est un des plus honnêtes travailleurs. Dernièrement, j'ai eu l'espérance de pouvoir aller le trouver, grâce à une personne influente, à la prison de Souzdal, qui se trouve à 40 km. de Moscou. Mais, justement, il m'est arrivé, à ce moment, l'ordre de partir pour Berlin, et j'ai dû abandonner tout.

— À Moscou, il ne vous fut pas possible de rien faire pour lui.

— J'ai tenté ; mais, devant le G. P. U. on ne peut rien.

— Est-il vrai que Ghezzi a été condamné sans qu'on lui fasse de procès, ni qu'on lui permette de se défendre ?

— Il faut savoir que le G. P. U. c'est un tribunal spécial et que ceux qui tombent sous sa juridiction n'ont pas la possibilité de se défendre. Le tribunal se réunit, examine la preuve et juge.

— Sans même la présence de l'accusé ?

— Sans l'accusé, comme vous dites. Seul, le Tribunal examine et résout.

— ?

— Regardez en Russie, vous y verrez des choses bonnes et des choses mauvaises. La révolution est en marche et certaines erreurs sont inévitables. J'ai, durant mon séjour, vu, là-bas, des choses merveilleuses qui méritent l'appui des révolutionnaires, mais il y a, naturellement, au milieu du bien, des choses qui sont désastreuses.

— Mais, il semble bien que le mal annule tout le reste.

— Si vous voulez, ensuite, je vous donnerai de plus amples informations, mais, maintenant, je dois prendre congé, parce que j'y suis obligé par d'autres engagements.

— Ça va bien. Nous vous remercions pour tout ce que vous avez bien voulu nous dire.

Alors, Vidal Mata s'éloigna et sortit de la Maison du Proletariat.

Les compagnons Cortese et Barbelli, accompagnés d'un autre camarade (le compagnon Barce), se rendirent ensuite, fort du témoignage de Vidal Mata, à la rédaction de l'organe local communiste en langue italienne pour l'inviter à rétracter les ignobles accusations contre Ghezzi qui avaient été publiées dans ce journal. Mais, au journal, on déclina toutes responsabilités en disant que les notes concernant Ghezzi avaient été communiquées par le parti communiste argentin. Ils allèrent alors au siège du parti communiste, mais, là, on leur déclara que personne ne prendrait jamais la responsabilité de rien.

Il constataient, en somme, que les communistes argentins et italiens répétaient aveuglément dans leurs journaux ce qui leur était commandé par Moscou et que, sur le reste, ils étaient sourds et muets.

Mais cela nous le savions ! Cependant, l'interview de Mata nous paraît revêtir une importance exceptionnelle. Tous ceux qui, en Russie, ont connu Ghezzi, parlent de lui avec une estime extraordinaire et disent tout le respect dont il jouit là-bas. Toute l'accusation contre lui se réduit à être resté en rapports épistolaires avec des compagnons anarchistes de l'étranger, accusation que, du reste, on n'a jamais osé ouvertement produire dans un procès, parce que Ghezzi aurait, certainement, pu démontrer qu'il n'avait rien écrit qui fut pratiquement préjudiciable à la révolution, qui n'est plus, ni aux institutions politiques du pays. Mais les communistes n'ont jamais pu trouver d'autre prétexte contre Ghezzi que ce fait innocent et légitime d'avoir été en correspondance avec ses propres camarades, pour le faire passer pour suspect, démontrant par là combien le sens moral et l'esprit de liberté des bolchevistes sont obtusés.

Les bolchevistes l'ont condamné à un long emprisonnement, donc, pour un délit (?) qui consiste en quelques critiques confidentielles adressées à des amis.

Que signifie cette accusation d'espionnage contre un homme, un travailleur de la haute morale de Ghezzi, qu'appartient contre lui les journaux communistes, simplement parce qu'il a exprimé aux autres compagnons ouvriers, qui sont hors de Russie, quelques-unes de leurs idées, quelques critiques sur le régime, ou aussi quelques notes sur la situation des ouvriers ? Signifie-t-elle qu'ils considèrent que le régime communiste ne résisterait pas aux critiques et que, le prolétariat du dehors, ne doit pas savoir la vérité ?

Nous savons ce qu'est réellement le cas de Ghezzi, victime d'une fausse accusation, l'un prétexte inventé. Mais, si même il était vrai, ce serait la plus définitive condamnation du régime pseudo-communiste.

Et quand le Gouvernement accable certains de l'accusation d'espionnage, cela fait tout simplement rire.

C'est comme si un patron accusait d'espionnage un ouvrier qui proteste et révèle au reste de sa classe les vexations, les mauvais traitements que l'on commet dans son usine. C'est comme si un révolutionnaire accusait d'espionnage les révolutionnaires qui dénoncent les atteintes à la liberté ; c'est comme si l'illustré Chiappe traitait d'espion l'inculpé qui raconte au juge d'instruction ou qui dit, lors des débats publics, les « horreurs » du passage à tabac.

Cette mentalité tortueuse et corrompue est bien celle d'un Gouvernement qui se maintient par la police et la dictature.

LUIGI FABBRI.

Lire en 4^e page :

PARMI LES LIVRES

"SCIENTIFIC MANAGEMENT"

2^e Partie : OBJECTIONS

Le travail américain vu par un ouvrier français

Le Taylorisme a d'ailleurs rapidement évolué dans un sens qui donne raison à Shartie. « Cette évolution n'a pas apporté la condamnation de toutes les sombres prédictions que certains docteurs effrayés avaient formulées. Il a su que l'étude systématique du travail s'opère avec quelques garanties de sincérité, avec la collaboration des ouvriers eux-mêmes, sous la surveillance de leurs représentants, dans les conditions réelles du travail pour qu'un ouvrier puisse se répondre lorsque lui-même lui demande ce qu'il en pense : « C'est le meilleur système de salaires qui soit. Nous n'avons jamais de discussions, nous ne sommes jamais en désaccord, nous sommes toujours d'accord. » (p. 145).

L'évolution se poursuit au-delà du paternalisme. Un lent mouvement achève les employeurs vers des conceptions de plus en plus démocratiques, notamment par l'abandon aux ouvriers d'initiatives qu'autrefois les patrons se réservaient.

« ... Il faut espérer que l'on reconnaîtra un jour que ce n'est pas un peu plus de clairvoyance qu'il est des problèmes ouvriers trop généraux pour pouvoir être résolus avec une consultation des travailleurs aussi étroite que celle qui est constituée par cette élémentaire représentation du personnel, laquelle ne peut résoudre que des problèmes purement intérieurs. Une raison mieux mûre imposera un jour des rapports réguliers avec l'organisation elle-même qui montre de plus en plus, dans tous les pays et aussi en Amérique, qu'elle est capable de s'élever jusqu'à l'examen des grandes questions de prospérité générale et même de progrès industriel. » (p. 167).

Nous touchons ici à la pensée maîtresse de notre auteur. Nous la retrouverons plus loin dans un chapitre qui bien que situé sur le versant de l'ouvrage en constitue la partie culminante. Mais il reste sur le parcours quelques « préjugés » à démolir et Dubreuil qui connaît ses auteurs, invoquera tout à tour les économistes, les historiens, les sociologues, les esthètes, les philosophes. Il jouera même son petit Camille Lemonnier pour ne point se laisser jusqu'à Zola. Le suivre dans ses digressions sur la beauté du machinisme, sur la supériorité de l'homme-machine par rapport à l'artisan, sur la prétendue monotonie du travail taylorisé, sur la fatigue imaginaire de l'ouvrier et sur beaucoup d'autres erreurs colportées par des « intellectuels » dépourvus des moyens pratiques d'éprouver leurs jugements, — nous conduirait beaucoup trop loin. Nous renoncions également à nous engager dans les sables de traverser où tantôt nous aurions à nous extasier sur les harmonieuses beautés de la production américaine, tantôt à nous égarer la face devant le spectre du « robot » qui traiterait à quelque carrefour.

Allons aux choses. Une expérience historique s'y déroule. Voyons en quoi elle consiste.

Tout d'abord on se méprend sur la psychologie de l'ouvrier américain. On croit qu'il se désintéresse de l'avenir. Erreur. L'avenir a pour l'ouvrier américain un sens particulier. Pour nous l'avenir c'est quelque chose de lointain, une abstraction dont on n'aperçoit que des lignes imprécises à travers des conceptions plus ou moins vagues et hypothétiques. Pour l'américain l'avenir c'est demain au sens le plus étroit du terme ; c'est cet après-midi, s'il est possible ; c'est en tout cas quelque chose de possible et qu'on va pouvoir se mettre à réaliser avec des choses qu'on voit, qu'on a dans la main et qu'on va pouvoir rapidement assembler avec un peu d'ingéniosité.

Pour nous l'avenir c'est le rêve ; pour l'américain c'est l'action. « Il travaille sur le plan social avec le même esprit qu'il poursuit une recherche mécanique dans l'usine ; c'est-à-dire que la même loi s'applique à la fois au travail et au jeu, au travail et au jeu social réel sur le plan du travail. » L'Américain introduit une méthode positive dans la sociologie. Son effort le conduit pratiquement aux résultats visés par les théoriciens : l'avenir, saint-simon et même Proudhon. Toutefois la spéculation philosophique n'a aucune part dans cet effort. Une méthode n'est digne d'application que si elle est susceptible de se traduire en dollars et cents (p. 348). Cela n'empêche le parallélisme de s'établir en ligne générale entre les conceptions des penseurs américains et les réalisations sociales des ouvriers américains. « Leur chemin différent donne à penser à des enquêtes inattentes à certains faits sociaux que le socialisme a trouvés une barrière définitive et qu'il s'est perdu dans la marée des dollars comme un ruisseau dans les sables de la mer. »

« Il est certain que le travailleur américain ne s'embarrasse pas de théories et n'aime pas comme nous à se faire remarquer par une étiquette. Le souci d'« épater » la galerie par une attitude ou des déclarations révolutionnaires lui est absolument inconnu ; et s'il pose devant ses maîtres actuels quelques questions précises, relatives à leurs positions sociales respectives, c'est dans un langage évidemment tout autre que le nôtre. Mais il obtient des résultats : Alors que « nos agitateurs révolutionnaires, aussi amoureux des images et grisés de symboles qu'ils sont peu soucieux des résultats pratiques, s'époumonent à faire ressortir l'opposition des contrastes sociaux et annoncent à la fin de chaque discours que l'Hercule prolétarien ne manquera pas un jour prochain de vaincre l'Hydre capitaliste ! », l'unioniste américain opposé à ces vaines colères, indifférent aux phrases grandiloquentes qu'il ne comprend pas, déclare froidement que le moment est venu pour celui qui investit ses capitaux dans une affaire, de partager le pouvoir économique avec celui qui, dans le même moment, y investit cette matière humaine plus précieuse que l'or. » Ce langage de *businessman* ouvrier est compris par les *businessmen* capitalistes. Et de plus en plus les directions d'usines s'ouvrent au contrôle ouvrier. Remarquons d'ailleurs que si l'unionisme américain pose le problème sur des données matérielles, il sous-entend le facteur humain. Son capital à lui, c'est sa vie. Il montre des préoccupations humaines et parle de liberté là où le capitalisme ne parle que chiffres.

Cet homme-là est rusé et proude. Il ne s'en cache pas. Il est rusé et proude. Il a des idées larges qui l'apparentent aux hommes de la C.G.T. L'une des principales est celle « de la participation du personnel

à la gestion de son propre travail. » Mais tandis que la C.G.T. est tenue en échec en France, par l'esprit aristocratique des chefs d'industrie, l'unionisme américain trouve dans l'atmosphère démocratique de la production des conditions favorables à la réalisation de son objectif. C'est ainsi que l'« expérience historique » de la Compagnie ferroviaire *Baltimore and Ohio* a pu se produire et se poursuivre favorablement à titre exemplaire. La genèse en est simple. Les Compagnies de chemins de fer américains, à l'instar des Compagnies françaises, étaient mal organisées. Elles ne parvenaient pas à assurer les transports au gré des usagers, et tantôt leurs ateliers ne pouvaient suffire aux réparations qu'il fallait passer à l'industrie privée, tantôt ils n'avaient rien à faire. Ils en résultait que la situation des travailleurs occupés dans ces ateliers était des plus instables, à tout moment ils risquaient d'être congédiés. En outre, spéculant sur un certain déficit d'exploitation, les Compagnies réduisaient arbitrairement les salaires dans les périodes creuses. L'organisation ouvrière fit alors des propositions aux Compagnies. Ses propositions antérieures ayant toutes été repoussées, elle présenta celle-ci : « C'est un projet de contrat par lequel elle s'engageait à remettre tout en ordre et à assurer ultérieurement la continuité de ce contrat, sous condition que l'autorité ouvrière se juxtaposât à l'autorité patronale dans la gestion des ateliers. »

Il faut dire qu'avant de poser cette revendication audacieuse, les Unions avaient engagé un ingénieur d'une rare compétence, organisateur de premier ordre, un des maîtres du *Scientific Management* en Amérique, *Beyer*. Cet homme de grande valeur technique et administrative était absolument digne d'inspirer confiance au patronat. Et de plus, il était capable, ayant élaboré un plan, de l'appliquer dans le détail.

La *Pennsylvania Railroad* qui desservait les mêmes secteurs que la *Baltimore and Ohio* refusa de s'entendre avec les ouvriers. Mais cette dernière Compagnie accepta. Il y eut donc de fait un stimulant mortel au bénéfice de l'expérience, car on conçoit très bien que les unionistes aient eu à cœur de démontrer leur supériorité sur les « jaunes » de la *Pennsylvania* et à mériter la confiance qui leur était faite.

(A suivre). RHILLON.

LE RÈGNE DU FASCISME

Décidément, la chose est maintenant bien établie, ceux qui conservaient quelques illusions sur le dogme de la sacro-sainte démocratie peuvent en faire leur deuil. Le fascisme qui se dessinait depuis deux ou trois ans s'est établi définitivement au pouvoir depuis l'avènement de *Tardieu*, et les accords que la bourgeoisie porte tous les jours à sa propre légalité, montrent mieux que de longs discours que l'on est bien décidé à appliquer en France le système gouvernemental qui domine déjà en Italie, en Espagne, en Pologne et dans les autres pays où le tourbillon de la bataille a entraîné la bourgeoisie et les masses à une répression féroce et sangnante.

L'année 1929 avait vu les arrestations préventives du 1^{er} mai et du 1^{er} août ; il avait été permis de constater que des hommes avaient été retenus dans les locaux de la police pour des délits d'intention ; des gérants de journaux furent emprisonnés préventivement, et les délais juridiques prévus par les lois étaient oubliés ; la police prenait tellement conscience de sa force qu'elle avait pu retenir un témoin plus de 24 heures, elle s'était permis de le torturer et de l'inculper sans ordre du juge d'instruction ; des vendeurs arrêtés dans la rue se voyaient poursuivis, quoique munis du permis exigé par la loi ; enfin, le journal *l'Ami du Peuple*, aidait le gouvernement dans sa tâche en insistant à l'opinion publique le virus de la dictature.

Une circulaire envoyée ces jours-ci aux Services administratifs est destinée à renforcer le régime dictatorial ; elle a pour objet d'obliger les fonctionnaires à assister à toutes les cérémonies officielles organisées pour célébrer les fêtes nationales ; il y est dit notamment : « L'abstention des fonctionnaires à ces cérémonies constitue une indifférence regrettable et fait preuve d'un manque de déférence à l'égard du représentant du Gouvernement et des autorités qui forment les institutions ». Et le tout se termine en rappelant aux intéressés que leur présence aux cérémonies officielles constitue un des devoirs de leur charge. Alors, c'est entendu, nous verrons comme sous Napoléon III, des fonctionnaires au garde à vous dans les tribunes officielles, les jours du 14 juillet et du 11 novembre. Habituellement, nous étions accablés à tout pour remplir ces fonctions d'acclamations frénétiques, les bourgeoises de Chippie, déguisées (?) pour la circonstance en honnêtes citoyens.

Un fait, d'ailleurs plus significatif, a marqué les annales du fascisme en France la semaine dernière : des meetings ayant été organisés à la Bourse du Travail de Paris, les militants trouveront en arrivant les portes fermées par ordre du Gouvernement et pour les garder, tout un troupeau d'écus, le sais bien que le motif invoqué a été le fait d'avoir convoqué comme orateurs à ces meetings les militants d'un parti politique et non des syndiqués.

La façon dont cette mesure a été accueillie par les travailleurs montre le degré de passivité dans lequel se trouve la classe ouvrière devant ce mesure arbitraire, les syndiqués se sont contentés de se retirer tranquillement rue de la Grange-aux-Belles et d'y voter de démagogiques ordres du jour. Cette tactique gouvernementale sort à faire le point, elle permet de se rendre compte de la résistance du prolétariat au fascisme qui s'installe : pourquoi *Tardieu* se généralise-t-il à tout pour réussir, étant parfaitement dans la tradition : il est ancien journaliste comme Mussolini, il a affaire à une Chambre de crétiens ou d'hommes sans volonté, à un prolétariat dépourvu par les scissions syndicales, ah ! il peut rêver de se voir demain le maître du pays à moins, à moins que le volonte révolutionnaire en décide autrement.

RENE GHISLAIN.

PANATI ISTRATI

VERS L'AUTRE FLAMME

I. — LA VERITE

II. — LES SOVIETS 429

Prix chaque 12 fr. franc 12 fr. 25

III. — LA RUSSIE NUE

Prix 15 fr., franc 16 fr. 50

SILHOUETTES...

ALEXANDRE ZÉVAËS

L'affaire Hanau-Anquetil a été pour quelques avocats, l'occasion d'un beau succès. Parmi les défenseurs du pirate de la Ruineur, on a eu la surprise de voir M^{re} Lagasse, bien oublié depuis le procès des Trente, où il fit acquiescer Félix Fénéon.

Zévaës a prononcé pour Anquetil une plaidoirie, sur laquelle toute la presse a fait le silence le plus prudent.

Car la plaidoirie de M^{re} Zévaës, a été beaucoup moins, comme toute, une défense d'Anquetil, qu'un acte d'accusation contre la Presse, le Parlement et la Phynance.

Zévaës, fort habilement a dit qu'il était des cautions bourgeoises des louches trafics d'Anquetil. Il a cité des noms. Les a-t-il cités tous ? On peut en douter.

Il a rappelé, la brillante assemblée, que le directeur de la Ruineur, en ses heures de nabab, conviait à ses réceptions et à ses festins, la liste est édifiante. Ministres, anciens ministres, banquiers, journalistes, députés...

De tous les partis et de toutes les conditions. Henry Paté, Antériou, Chastenet, député S.F.I.O., L.-O. Frossard, Delavenne, président du Conseil municipal, etc...

Anquetil avait ses bonnes œuvres. Il avait par d'opportunes largesses se concilier bien des gens. Ainsi, il donnait, une fois 5.000 francs à Mme Chippie, pour sa Maison des Gardiens de la Paix.

En d'autres conjonctures, il invitait Benoit Chippie, et tous les hauts fonctionnaires de la « maison ».

Il savait vivre. Et en tenant table ouverte, il pouvait apprendre bien des choses, surprendre bien des secrets.

M^{re} Zévaës a su jouer admirablement, de toutes les relations de son client.

Plaidoiries, très documentées, a fait grande impression. D'autant plus, que l'on devine très bien qu'il n'a pas tout dit...

Il estime sans doute, ce premier chantage suffisant, pour assurer la liberté de son triste client.

La presse s'est tue, disions-nous, tout à l'heure. Oui, excepté notre belle Humanité.

L'Humanité, a fait, à l'avocat de la répugnante ganache de la Ruineur, une publicité de mauvais aloi.

On n'eût jamais cru que celui qui défendit l'assassin de Jaurès, fût à ce point bien en cour chez les bolchevistes. Depuis quelques temps, l'Humanité, n'a que sourires et bonnes fâces pour Zévaës.

Il est vrai que celui-ci a déclaré au procès d'Anquetil, que tous les journaux, à l'exception de la seule Humanité bolcheviste, étaient obligés, pour boucher leur budget, d'avoir recours aux ressources équivoques de la publicité financière.

L'Humanité, fière d'un tel témoignage, ne s'est pas fait faute de le reproduire, en grosse manchette, dans son numéro de dimanche.

Un brevet d'honnêteté, décerné à l'Humanité, par Alexandre Zévaës. Voilà qui est symbolique.

Nous ne voudrions pas que notre malignité nous égare, mais enfin, l'Humanité, touche aussi.

Les bailleurs de fonds soviétiques, ne compteraient-ils pas, Zévaës.

Entendons-nous. Nous ne reprochons pas à l'Humanité, de toucher « l'or de Moscou ». C'est son droit, de même que c'est celui des Soviets de subventionner les journaux qui soutiennent leur politique.

Nous demandons un peu de loyauté, c'est tout !

Quand on voit les cordiales relations qui unissent Zévaës aux bolchevistes, on pense qu'il ne faut pas désespérer de voir quelque jour, l'ancien lieutenant de Jules Guesde, se tourner à ses premières amours.

Son adhésion au bolchevisme ne serait jamais que le retour de l'enfant prodigue, au foyer paternel.

C'est un drôle de gaillard que ce Zévaës ! Longtemps, il assumait avec Millard, Briand, Viviani, Willem, tous les outrages et toutes les avanies qui l'ont couronné au titre de « renégat ».

Zévaës était un « renégat ». Une apostrophe retentissante l'avait blâsé, pour toujours, d'infamie.

Il avait solennellement abjuré le socialisme, et combattu avec âpreté ses prophètes.

Il ne ignore des militants de la S.F.I.O., avait qu'il était un traître, et qu'il nait de le traiter avec la plus extrême dureté.

Aux environs de 1894 Zévaës était né à la vie politique. Étudiant en droit, il s'était fait rapidement, une réputation de brasseur. Il conquit Jules Guesde. Et dès ce moment, le jeune Zévaës, intrigant et sans scrupules, en quête du moyen le plus sûr pour parvenir à la fin de la tendance, que Basile, le bien nommé, délaissait de plus en plus, rongé qu'il était, par l'arable.

Zévaës, rompit forces lances, en faveur du catéchisme guesdiste, au Groupe des Étudiants Collectivistes, qui groupait alors des hommes tels que le docteur Pierrot, De Monzie, Emile Buré, directeur de l'Ordre, etc..., hommes qui depuis...

Zévaës se distingue par la rigueur de ses convictions socialistes. A Paris, en province, il se multiplie, organise meeting sur meeting, crée groupe sur groupe, enfin, fait tant et si bien qu'il finit par trouver la candidature tant désirée.

A 26 ans, Zévaës est élu député.

A la Chambre, il remplit son mandat avec un zèle, qui fait l'admiration de ses électeurs. Les socialistes de l'Isère sont heureux d'avoir découvert un tel député !

Hélas ! leur enthousiasme ne devait pas durer.

Au renouvellement de 1902, Zévaës est battu, les radicaux, par une manœuvre perfide de dernière heure, ayant assuré le succès d'un autre candidat.

Notre quésdite éloigné du Parlement, dans le recueillement de la retraite, se prend à réfléchir sur les inconvénients de l'orthodoxie socialiste. C'est le début de la sagesse.

Néanmoins de son échec, les braves socialistes de l'Isère lui offrent, comme fiche de consolation, la rédaction en chef du *Droit du Peuple*, journal socialiste de la Fédération de l'Isère.

Zévaës s'acquiesce de sa tâche d'une façon assez singulière.

Il borne son labeur à déformer dans les quotidiens de Paris, les articles de laurés et de

Pressensé, qu'il apostille, comme siens, sans vergogne. Ainsi, parle la légende...

Zévaës, tenta tout de suite de se rapprocher des radicaux, qui avaient été cause de son échec. Il leur fit des ouvertures. Pour leur plaisir, il modifia sensiblement la ligne politique du *Droit du Peuple*. Il use de toutes les manœuvres, pour obtenir cette entente, si nécessaire, pour sa prochaine candidature.

Bien sûr, indignés par tous ses manœuvres à la discipline, les socialistes de l'Isère, commencent à douter du loyalisme de leur protégé. Une commission de contrôle est nommée. On demande son exclusion. Un congrès départemental, présidé par Paul Lafargue, venu tout exprès de Paris, se réunit. Et le pauvre Zévaës est renvoyé à ses études. Quelque temps après, le *Droit du Peuple*, administré par ses créateurs, faisait faillite.

C'est alors, que Zévaës accumule les maladrances qui le rendent si impopulaire.

Au lieu d'abandonner l'Isère, et d'aller courir la prétentaine électorale ailleurs, Zévaës s'obstina.

Il demeura dans l'Isère, résolu à faire pièce, à ses anciens amis, par tous les moyens possibles.

Zévaës fonda — bien avant Coty — un nouveau journal, qui se titrait tout simplement *l'Ami du Peuple*, dans lequel il entreprit une violente campagne contre les socialistes de l'Isère.

Puis, il s'efforça de désagréger le P. O. F. dont il était, quelques semaines auparavant, l'un des leaders les plus écoutés, en créant dans l'Isère, des sections autonomes.

Il réussit à susciter un certain malaise, qui ne fut pas sans porter le tort le plus grave, aux socialistes du cri.

Néanmoins, Zévaës, à force d'intrigues et de combines, parvint à se faire réélire en 1904, à Grenoble. A la Chambre, il fit son possible, pour faire oublier ses trahisons. Il protesta contre les procès intentés à Gustave Hervé. Il intervint avec énergie dans le débat sur l'affaire de l'Ouzena, etc...

Aux élections suivantes, il fut battu, les socialistes s'étant conjoints contre lui.

Zévaës, alors, tenta de fonder, avec toute une brochette de renégats, un parti socialiste réformiste.

Pour cette besogne, on le vit s'acquiescer avec J.-L. Breton, Millard, Briand, etc...

Un ancien anarchiste, Jacques Prolo, était aussi de l'aventure.

Cette tentative de regroupement, des félons de tous les partis, n'ayant que médiocrement réussi, Zévaës s'adonna à l'Histoire et à la Littérature.

Et on lui doit cette justice : nul ne connaît mieux que lui, en France, l'histoire des divers partis socialistes.

Il a dirigé, chez Rivière, une collection, qui, encore, aujourd'hui, est indispensable à ceux qui veulent s'instruire des avatars du socialisme en France.

Depuis vingt ans, Zévaës, accumule les gloires, exégèses, scolies, pamphlets, sur la doctrine socialiste, et le mouvement révolutionnaire : Jules Guesde, Blanc Patriote, Ombres et Silhouettes, etc...

Zévaës, chassé du Parlement, se rappela qu'il était basochien.

Il se lança alors dans le prétoire. En 1912, dans l'affaire des *Bandits Tragiques*, Zévaës prononça pour Carouy, la plus intelligente plaidoirie qu'il fut donné d'entendre au cours de ce long procès.

Car, il ne faut pas se méprendre, Zévaës, pour être un versatile et une fipouille, n'est pas — il s'en faut — un imbécile.

Avocat, il assumait la redoutable tâche de défendre Vilain, l'écas redoutable, certes, car il était le « renégat Zévaës ».

Et les socialistes, qui ont pardonné Briand, qui leur a joué des tours bien plus pendables, que ceux dont Zévaës s'est rendu coupable à leur égard, ne pardonneront jamais cela, à Zévaës.

Maintenant, Zévaës, défenseur du barnum-mouchard Anquetil, flirte avec les bolchevistes.

Il n'a pour eux que les plus délicates attentions.

Il est à gager qu'il adhérerait, demain, au P. C. si les chefs voulaient l'accepter.

Pourquoi pas ?

Les bolchevistes de maintenant valent bien les guesdistes d'autrefois. Ils sont tout aussi sectaires et tout aussi perfides.

Zévaës, avec son ami Chauvin, disait en 1894, que les dévotion des guesdistes, au lendemain de la Révolution, serait de fuir les anarchistes.

Les bolchevistes disent-ils, aujourd'hui, autre chose ?

ANASTYGMAT.

Assurances sociales...

Avant même son entrée en application, la loi sur les assurances sociales est menacée d'un petit scandale qui fait bien augurer de ceux qui suivront quand elle fonctionnera. Il s'agit de l'achat, par les services du Ministère du Travail, de 50.000 machines à écrire, et dont un nouveau arrivage dit *Le Jutin* vient d'être emmagasiné à la gare des Batignolles.

Fait bizarre, M. Loucheur interrogé à la Commission du Sénat n'a pu fournir à celle-ci des explications pour savoir quel était le service qui avait passé une telle commande.

Pourtant, ce n'est pas spontanément et sans ordre ferme d'achat que la Société américaine a ainsi expédié des dizaines de milliers de machines. Peut-être, d'ailleurs, un ancien ministre des Finances entré depuis peu dans le Conseil d'administration de cette Société, pourrait-il à ce sujet, nous fournir des explications.

Il est question également d'une commande de 800.000 dollars — chiffre certifié — de machines à calculer, nous pensons que c'est beaucoup au taux du change, à moins que ces messieurs n'aient l'idée d'en donner une à chaque assure, pour calculer exactement ce qui lui revient.

Voilà des faits que passeront sous silence les zélés propagandistes des assurances sociales, mais qu'il était bon de faire connaître aux futurs assurés.

ROMAIN ROLLAND

MAHATMA GANDHI

EDITION NOUVELLE AUGMENTÉE

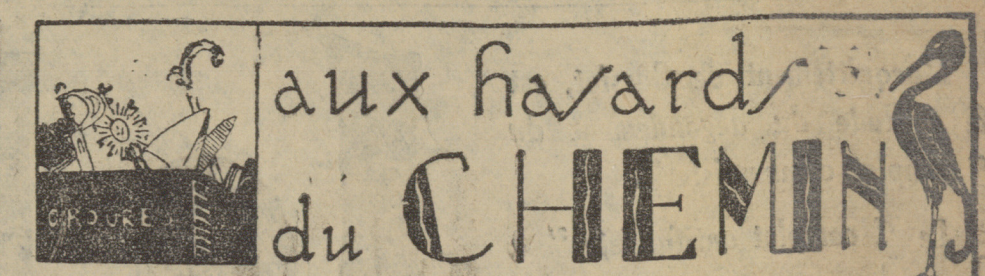
D'UNE POSTFACE

LA VIE DE RAMAKRISHNA

LA VIE DE VIVEKANANDA

ET L'EVANGILE UNIVERSEL

Chaque volume 12 fr., franco 13 fr.



ECCE... HOMO

La lutte se poursuit, âpre, entre socialistes et bolchevistes.

Des deux côtés on s'apprête à en découdre.

Florimond Bonte décroche sa grande colichemarde pendant que le socialiste Grumbach reçoit son pourpoint de bataille.

Et chacun « va-t-en guerre », plein du noble désir de vaincre.

Florimond Bonte clame : les « social-fascistes » sont des « assassins » et il établit le bilan macabre des *Severing*, des *Noske*, des *Scheidemann*, des *Zorjebel*, des *Graunskinski*, des *Mac Donald*, etc...

Aux mont-jolies de cadavres, dus à la politique criminelle de ses « camarades » socialistes d'Allemagne et d'Angleterre, le seigneur Grumbach réplique, en traitant les Soviets de bandits et de massacreurs.

Et à son tour, il dresse la longue liste de tous ceux qui tombèrent, victimes des terribles exigences de la Dictature du Proletariat.

« Chaque fois qu'un député communiste « montera à la tribune de l'Assemblée on lui rappellera le nombre des fusillés et le régime de terreur qui opprime actuellement le peuple russe ».

Florimond Bonte se récrie : Rira bien qui rira le dernier.

Et il récompte les assassins commis sur l'ordre des socialistes, là où ils sont les maîtres.

Grumbach, esquive le coup, et parle d'autre chose.

C'est un farouche patriote que ce Grumbach. Il faut l'avoir entendu protester, du haut de la tribune de la Chambre, de son loyalisme de bon français, de son dévouement au pays.

Car il a beau avoir l'estime de Poincaré et de toutes les vieilles badernes de son savoureux accent de « Judéens ».

Son histoire étant édifiante et montrant mieux que tout analyste, la valeur de ses sentiments patriotiques, vaut qu'on le raconte.

Hier Grumbach était avant 1914 allemand, de race et de nationalité, mais de cœur, il était français, comme vous et moi.

La guerre vient. Ingénus comme vous l'êtes, vous vous dites, Grumbach, obéissant à la voix de sa conscience, va quitter l'Allemagne — son pays — et s'engager dans l'armée française.

Or, la boucherie commencée, Grumbach s'avisa, soudain, qu'étant israélite, il n'avait pas à se mêler à un conflit, qui, comme toute, ne mettait aux prises que les « boches » et les « français ».

Et fort tranquillement il passa en Suisse.

Cela fut dit parfait s'il n'avait durant toute la guerre, adressé à l'Humanité de *Renard-Cachin*, sous le pseudonyme de *Homo*, des articles tout gonflés du meilleur patriotisme.

Homo, en garçon spirituel, écrivait ses vibrantes chroniques, dans la paisible Suisse pendant que les jobards se faisaient tuer la grenaille, sur les champs de carnage du front.

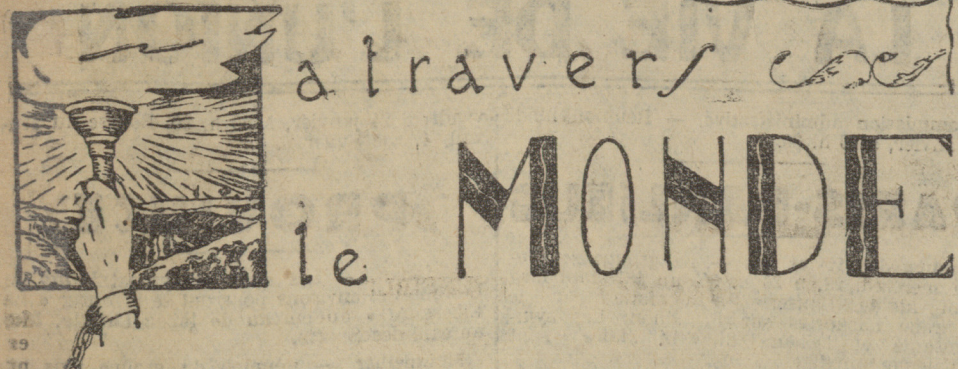
Homo fait grief aux amis de Florimond d'avoir fait fuir des socialistes.

Vraiment, si on avait la certitude que les Soviets n'avaient fait fuir que des gens comme Homo on ne pourrait que les féliciter !

Le Romanichel

MAURASSERIES

Le cacochyme disgracié de l'A. F., le sinistre Maurras, à tenu à se féliciter du jugement rendu par le Conseil de Guerre du Cherche-Midi, contre notre camarade Eugène Guillot.



EN LITHUANIE

Condamnations à mort

La chute du Gouvernement de Woldemaras n'a pas mis fin, en Lithuanie, à la terreur blanche. Deux communistes, Kuczius et Koutaïtas, condamnés à mort au mois d'août 1929 par le Gouvernement de Woldemaras, ont été exécutés. La Cour de Cassation renvoya l'affaire au tribunal de guerre et, le 26 novembre dernier, les deux communistes furent à nouveau condamnés à mort, jugement confirmé par la Cour de Cassation en date du 11 janvier. L'exécution est maintenant imminente. Les révolutionnaires de tous les pays, quelle que soit leur idéologie politique, doivent se dresser contre ce crime.

A MADAGASCAR

Le procès des Trente

C'est le 18 janvier qu'ont commencé, devant une cour criminelle spécialement constituée à cet effet, les 30 Européens et Malgaches, accusés du crime de « rébellion » à la suite des événements survenus l'année dernière à Tananarive.

Rappelons brièvement les faits. C'était le 19 mai 1929. Un journaliste socialiste français, M. Dussac, devait faire une conférence sur la naturalisation, c'est-à-dire sur la formalité qui confère à l'indigène le rang de « citoyen français ». Or, l'accès de cette réunion, permise à tous les Français, fut refusée aux indigènes. Ceux-ci, venus en nombre, décidèrent alors de manifester. Ils parcoururent donc les rues de Tananarive, défilant devant le palais gouvernemental aux cris de « Madagascar aux Malgaches ». La police intervint, et il y eut des blessés, des arrestations et des quantités d'arrestations. Plusieurs furent maintenus et 30 manifestants incriminés. Parmi ces derniers se trouvaient le conférencier Dussac et deux communistes français, les autres étaient des indigènes. Car la manifestation du 19 mai était réellement une manifestation de masses, une réaction spontanée du peuple devant l'exploitation et les vexations continuelles dont il est l'objet de la part de ses colonisateurs.

Il faut dire, en effet, que les capitalistes français se sont appropriés toutes les richesses de l'île. Les diverses sociétés métropolitaines — Compagnie Malgache, Compagnie Marcellaise, Compagnie Agricole et Industrielle, Compagnie de la Grande-Île, pour ne citer que les plus importantes — ont défriché pas moins de 300.000 hectares de territoire, soit en terrains miniers, soit en exploitations forestières et agricoles. Les organismes bancaires, les compagnies de services publics, le commerce, sont également entre les mains des colonisateurs. Quant à l'Administration, soigneusement intéressée aux affaires de ces derniers, elle leur est un précieux agent pour l'exploitation éhontée de l'indigène. Car il va sans dire que les fabuleux bénéfices réalisés par les forains de la Grande-Île ont pour corollaire une misère générale de la population indigène réduite à un véritable esclavage.

On comprend donc, aisément, les craintes de l'impérialisme français, devant un réveil possible de ses exploités malgaches. Vu le petit nombre de ses représentants — 3.000 indigènes — on a été interdit, et on a tenté des mesures préventives, dont la fameuse « naturalisation ». Ce titre de citoyen français, accordé avec parcimonie à certains éléments malgaches, a pour but de lui fournir un appui national en cas de tentatives insurrectionnelles. Mais cette tactique, aussi habile qu'elle, ne parvient pas à duper complètement le peuple. Les événements de mai 1929 l'ont montré en dépassant singulièrement l'objectif collaborationniste de la conférence Dussac et en révélant un mécontentement général qui prouve qu'il s'agit d'un mouvement revendicatif de ce peuple opprimé.

Les autorités gouvernementales l'ont bien compris, car il y a quinze jours, ont rendu un verdict sévère contre les inculpés. Il y eut 14 acquittés, mais les peines infligées aux autres variaient de un an à cinq ans de prison.

Les notables de Madagascar se vengent d'avoir un moment tremblé pour leur fructueuse colonisation. Espérons que les exécutés malgaches tirent de ce côté la leçon qui convient de ces événements, à savoir que sur des bases d'action directe, ils doivent organiser sérieusement leur lutte anti-impérialiste.

CUBA

La tyrannie de Machado

La tyrannie de Machado continue à faire de la terreur son arme favorite. Ses persécutions contre les éléments révolutionnaires ne connaissent plus de borne, tant à la situation économique de l'île, que de la situation politique. Le prolétariat ne peut que fuir. Des correspondants nous écrivent : « Tout le monde paraît complètement indifférent au régime tyrannique. Il est rare qu'une voix courageuse ose s'élever pour proclamer la vérité et réclamer justice. Le mot d'ordre officiel est que le pays traverse une ère de prospérité et de prospérité. On élève en effet de magnifiques édifices publics et les faibles nécessités par ces travaux sont de la part des autorités un assaillage d'autant plus scandaleux en regard de la misère du peuple.

Car cette comédie gouvernementale n'arrive pas à cacher au clinquant de ses oripeaux la situation du peuple, ce pauvre peuple producteur et affamé à la suite de toutes les misères et à toutes les privations.

« Le nombre de sans-travail est incalculable, la misère qui nous étouffe est horrible. Des caravanes de familles stationnent à la porte des hôtels et des cafés, en quête des reliquats d'un repas ou d'un fond de tasse de café qui réchauffera leur estomac. Les enfants sont, par milliers, privés du lait indigène à l'alimentation de leurs corps débiles ; aussi la mortalité infantile est-elle énorme. Des milliers d'hommes et de femmes vêtus de haillons infects et chassés de leurs foyers, errant dans les rues, fouillant les ordures dans l'espoir de quelque trouvaille, restes des festins des riches.

« Cette extrême misère devrait au moins être le prétexte d'un mouvement de révolte de la part de ces parias. Malheureusement il semble qu'un aussi complet dénuement ait plutôt encouragé à accroître la passivité et l'abrutissement des masses. Chaque fois que

Tribune d'Avant-Congrès
LEUR "POSITION"

Voici venu le moment de parler net. Ne recherchant, au contraire de nos camarades qui ont signé le dernier article à propos du Congrès, que ce qui peut unir les anarchistes-communistes et non ce qui peut les diviser, peut-être nous serions-nous abstenus de porter à la connaissance des camarades des faits qui sont susceptibles de jeter sur les affirmations de Escherich et consorts un jour tout nouveau. Nous ne pouvons plus, hélas ! nous dérober.

Il est vrai que, depuis le Congrès d'Amiens, nous avons cherché à quelques-uns à réaliser au sein de l'U.A.C.R., l'unité de vues et l'unité d'action. Il n'est pas tout à fait exact de déclarer que se sont les modalités de convocation du prochain congrès qui ont creusé, entre deux fractions de militants, un fossé que d'aucuns s'efforcent d'approfondir de façon à le rendre infranchissable.

La vérité est que les premiers froissements se sont produits à l'occasion de la participation de l'U.A.C.R. aux manifestations bolchevistes : Père-Lachaise, Vincennes, etc. Aussi partisans que nous puissions l'être de l'action (tout autant que nos camarades) nous estimons que l'anarchisme n'a pas à faire la besogne des politiciens.

Des camarades signataires du libelle intitulé « notre position » auraient voulu que l'organisation participât d'une façon officielle aux mascarades organisées sous les prétextes les plus divers par les agents, en France, du gouvernement russe. Certains même, n'hésitant pas à qualifier d'oxure et d'infect ramassis de non-sens et de lieux communs le manifeste que publia Le Libéraire à l'occasion du 1^{er} août et que nous considérons, nous, comme l'une des meilleures manifestations de la pensée anarchiste révolutionnaire.

Il s'ensuivit, à cette époque, le départ de la C.A. de la camarade Lucile Pelletier.

Mais, les partisans de l'« action » à tout prix, quels qu'en soient les promoteurs et quelles qu'en puissent être les conséquences ne désarmèrent pas. Une lutte sourde s'engagea, que nous déplorâmes et que nous espérons toujours voir s'atténuer et même disparaître comptant sur un retour au bon sens anarchiste de nos camarades fourvoyés.

Vint la discussion sur la convocation du Congrès. Pour éviter tout froissement et s'efforcer d'obtenir l'unanimité à la Commission administrative, une tentative fut faite. On répondit à son auteur dans cet esprit : « Le malaise est trop grand, les divergences de tendance sont trop profondes, mieux vaut la guerre. » Il est donc parfaitement ridicule de vouloir laisser supposer que nous, partisans irréductibles de l'unité communiste-anarchiste et de l'organisation telle qu'elle a été envisagée aux congrès d'Orléans et d'Amiens, nous ayons eu l'intention de rejeter de l'organisation un certain nombre de camarades. Le malaise, puisque malaise il y a, a été voulu, soigneusement entretenu par les camarades partisans des méthodes « nouvelles », et ils ont mauvaise grâce à ne pas le reconnaître franchement.

Ce premier point élucidé, il convient d'examiner sans haine ni parti-pris, avec tout le sang-froid possible, la « position » de nos camarades « révisionnistes ».

Après la lecture de leur manifeste, nous sommes un peu comme les spectateurs devant la lanterne magique qui un singe factieux avait oublié d'allumer : « Nous voyons bien quelque chose, mais nous ne distinguons pas très bien ; ou plutôt les vagues lueurs qui frappent notre rétine ne peuvent que nous confirmer dans le pressentiment que nous éprouvons quant à l'état d'esprit de nos jeunes camarades.

Certes, il est facile de rendre responsable « la tradition » de tous les maux dont souffre actuellement le mouvement anarchiste.

L'organisation est-elle squelettique ? Réunite-elle un nombre infime d'adhérents effectifs ? Les assemblées générales de la Fédération Parisienne groupent-elles de 14 à 20 assistants ? Les fonds de caisse des « organisations » sont-ils inexistantes ? etc., etc. Ne cherchons pas, c'est la faute à « la tradition », aux éléments « rétrogrades » comme les signataires de ces lignes qui n'ont pas assez d'intelligence pour saisir les subtilités de la situation politique actuelle...

Pourtant, et il y a moins de dix années de cela, Le Libéraire avait un tirage autrement important, les salles étaient trop petites, aux jours d'assemblée générale, les congrès n'étaient pas des mythes, des milliers d'ouvriers se groupaient pour manifester au Père-Lachaise derrière le signe de ralliement de l'U.A. ; on pouvait encore s'offrir le luxe de mobiliser toute la police parisienne en provoquant des manifestations... et les anarchistes n'étaient, pas plus qu'ils ne le sont maintenant, pris pour des bandits.

Il faut dire qu'à cette époque, on ne passait pas son temps à « organiser », et il faut bien le constater, plus on a voulu pousser l'organisation à son paroxysme, plus les éléments à organiser se faisaient rares. On peut donc en déduire que proche est le jour où il n'en restera plus du tout. Nous ne voulons pas croire que ce soit là le but poursuivi par nos camarades, bien qu'ils semblent tenir fort à l'idée de la seule élite organisée, élite dont ils sont, bien entendu.

Nous n'avons pas, nous, cette prétention, et c'est pourquoi nous ne considérons pas comme quantité négligeable les milliers de camarades, groupés autour du Libéraire, abonnés, souscripteurs, ainsi que les nombreux communistes-anarchistes qui, pour l'instant et pour des raisons diverses, boudent l'organisation.

Il nous est bien difficile de discuter sur les quelques vagues formules lancées par nos camarades sur ce qui constitue leur « programme social ».

Cela apparaît extrêmement flou, incohérent. C'est une sorte de socialisme révolutionnaire auquel on s'attache que ses protagonistes puissent accoler l'étiquette d'anarchisme.

Ce « programme » pourra d'ailleurs varier chaque jour, au gré des événements. « Les courants idéologiques étant jugés suivant leur capacité pratique », 2^e. Tel point de vue que n'aura pas donné de résultat pendant un certain temps pourra, de fait, être mis au rancart et remplacé par un autre jugé plus adéquat.

Cela peut mener loin. Nos camarades oublient que l'idée, que la propagande qui la propage, c'est la goutte d'eau tombant sur le rocher, le creusant et finissant, à la longue, par le désagréger. Certes, leur impatience est compréhensible, mais nous pouvons bien leur dire, parce que nous le pensons et que nous avons autant qu'eux le souci du développement du mouvement anarchiste et que nous ne sommes, pas plus qu'eux, animés de l'esprit de boutique — nous n'avons prouvé

qu'ils se trompent, qu'ils font fausse route. Avant d'envisager la « période insurrectionnelle », voire l'extension de la révolution à tous les pays capitalistes ! Il y a avant tout à accomplir un travail de propagande anarchiste. Et la propagande anarchiste ne consiste pas seulement à tourner en dérision ce qui est la base de la doctrine libertaire, à prêter à ses adversaires, pour les besoins d'une cause, les idées les plus puériles et à... découvrir d'un seul coup le syndicalisme anarchiste ou le noyautage des syndicats par les cellules d'anarchistes conscients et organisés.

Nous osons la question de brûlante actualité de la lutte armée et « des conséquences qui en découlent » ! La lutte armée, bien sûr, est inévitable, mais ce sont les conséquences que nous serions curieux de connaître. Y aura-t-il des généraux anarchistes et de nouvelles cavaleries Elsa ?

Nous exposerons dans un manifeste, aux anarchistes communistes de ce pays, comment nous concevons la propagande, sur quelles bases nous espérons voir se grouper les anarchistes ; nous examinerons s'il y a vraiment quelque chose de périmé dans nos idées et dans nos méthodes de propagande, et nous sommes d'avance confiants dans le résultat de cet appel qui s'adressera à la raison et au sentiment anarchiste de tous les compagnons.

L'anarchisme-communisme ne peut pas disparaître. Envers et contre tous, il vivra.

Il vivra et nous voulons faire en sorte que le journal Le Libéraire, pour lequel, depuis de longues années, et bien avant que les « rénovateurs » aient pensé à venir à l'anarchisme — ce n'est pas un reproche, c'est un fait — nous sommes dévoués, soit un beau journal, un journal qui ne soit pas rempli de la prose d'un seul individu, mais qui reflète toute la pensée communiste anarchiste.

Nous n'accepterons pas, nous, d'un cœur léger — au bénéfice d'expériences successives — sa disparition.

Quant à ce qui concerne la « politique » syndicale des anarchistes, nous permettons bien de dire que, dans la Tribune syndicale du Libéraire, dont le camarade Desfautais a la charge (ce n'est pas le camarade Lashotte qui nous démentirait), les syndicalistes anarchistes ont eu, depuis le Congrès d'Amiens, tous les loisirs d'exposer leur point de vue.

Nos camarades, par prudence sans doute, ont fait suivre leur déclaration de huit signatures. Nous avons compris... Nous aurions pu, également, réunir huit signatures et avoir, nous aussi, notre prisonnier, mais nous sommes parvenus à chacun à toute latitude de développer son point de vue.

Nous ne publions donc plus rien dans cette rubrique (à part notre manifeste) sous une signature collective, répandant tous les états-majors, quels qu'ils soient.

L. LECOIN, P. MUALDES.

P.-S. — Nous n'avons pu voir, avant la remise de notre article à l'imprimerie, notre camarade Girardin. Nous n'avons pas voulu, et cela se conçoit, ajouter, de notre propre autorité, sans le consulter, sa signature à la nôtre. — Lecoïn-Mualde.

UN POINT DE VUE

Les anarchistes... s'organisent.

La Tribune du Militant a coté la place à la Tribune d'Avant-Congrès ; peut-on dire que plus cela change, plus cela va mieux ? Je crois que non, si j'en juge par ce que nous avons vu y lire et par ce que nous n'y avons pas vu.

La lecture du Libéraire nous révèle qu'au sein de la Commission administrative de l'U.A.C.R. ne règne pas une entente et peut-être une trahison très étonnante, et à côté de cela nous voyons... si l'on peut s'exprimer ainsi, le silence des groupes de province lamentablement continu.

C'est à croire, pour certains, ne rien dire, rester dans l'expectative, devient une vaine théorie... une théorie de négation, la chose est à craindre !

Cependant, un coup d'œil jeté sur les faits et gestes des individus, nous démontre que si une association, d'une organisation d'un groupement amorphe, passif, inerte, ne se manifestant pas, ne tarde pas à surgir un ou des hommes plus actifs, plus vivants qui se chargeront de charger d'entraîner les autres. Rarement ce sera un bien, et le plus souvent ces entraîneurs ne tarderont pas à se laisser eux-mêmes impulser par leur point de vue personnel influencé par leur intérêt personnel. Dans ce cas, lorsque la majorité voudra se reprendre, il sera trop tard ; trop de mal sera fait... et d'ailleurs qui incriminerait-on ? si par son silence on a contribué à créer son mal.

La pire des situations, pour le mouvement anarchiste, est d'être inactif, de ne rien faire, alors que cependant nous sommes des premiers à reconnaître les vérités scientifiques qui nous démontrent, qui nous fournissent les preuves que tout est vie dans la nature, que tout se meut sans trêve et sans cesse, c'est la mort.

Des lors, il ne nous reste plus qu'en présence de l'apathie générale dans notre mouvement, certains prétendent le réorganiser par de nouvelles méthodes, voire même par quelques coups de canif dans les principes et ce, afin de lui donner une vie, qui, on doit bien le constater, est quelque peu précaire.

Beaucoup de camarades, comme moi j'en ai été, vont être émus par la dualité des points de vue des deux fractions de la C.A. de l'U.A.C.R. Allons-nous voir une reproduction du fameux Congrès de Paris, et 1930 aura-t-il le triste privilège de voir se désagréger un peu plus ce mouvement qui, j'en suis persuadé, nous est cher à tous.

Je suis presque sûr que la fraction Boucher, Frémont, Faucher, Ribeyron, entend arriver pour le plus grand bien de notre idéal en se proposant de réorganiser sur de nouvelles bases les camarades anarchistes qui ne tarderont pas à se laisser entraîner de se tromper et y réfléchir à deux fois.

Je ne veux pas être de ceux, s'il existe, qui sont toujours prêts à incriminer les jeunes ; j'aime leur enthousiasme, leur confiance, leur ardeur juvénile... mais, même des meilleures choses on ne saurait abuser.

Vouloir organiser les anarchistes me paraît être préconçu, ou, si on n'organise pas ces sortes de gens, s'organisent.

Ferme-ment anarchiste — communiste-révolutionnaire, je suis profondément pénétré des bienfaits de l'organisation ; mais je ne voudrais jamais d'une organisation venant d'en haut, toute machée, et que je devrais avaler ; je m'oppose à faire porter d'un troupeau... même avec de bons bergers !

Parlons, au contraire, d'une organisation

VERS LA RECHRISTIANISATION
DES MASSES ?

La Croix publiait récemment deux articles sur le syndicalisme chrétien, l'un démontrant la légitimité du syndicalisme, l'autre la nécessité du syndicat comme arme de combat. Cette double position en face de la question sociale est symbolique : elle exprime non seulement l'évolution de l'Eglise dans les voies de l'Opportuniste, mais en quelque sorte la démarche de cette évolution.

En effet, après s'être longtemps contentés de la vague doctrine sociale infuse dans la célèbre bulle de Léon XIII, les catholiques tentent actuellement de s'adapter aux méthodes d'organisation et de propagande des partis ouvriers.

L'Eglise a toujours fait montre d'une merveilleuse faculté de renouvellement. Elle sait modifier ses intangibles dogmes et son enseignement lorsque l'exigent les nouvelles conditions économiques et intellectuelles, de façon à conserver ou à reconquérir son hégémonie. Lorsque un mouvement est trop fort pour être écrasé, elle essaye de l'absorber et de l'assimiler. C'est ce qui s'est passé pour le syndicalisme. Faute de le pouvoir nier, elle l'utilise.

Léon XIII a compris le premier qu'il fallait composer avec la question sociale. Il a précipité un rapprochement avec le peuple, demandant une plus large compréhension de ses besoins, et allant jusqu'à légitimer certaines de ses revendications. La récente condamnation des doctrines et des hommes d'Action Française a accentué ce glissement à gauche et l'Eglise, en se séparant solennellement de son extrême-droite, a reconnu implicitement droit de vie aux institutions républicaines. Aujourd'hui, dans les milieux catholiques bourgeois, la question ouvrière est à l'ordre du jour. Elle suscite des conférences, des articles, des livres comme le Belleville, de M. Garic. Il s'agit de reconquérir la classe ouvrière en pénétrant dans les usines, dans les ateliers, sur les chantiers, en descendant du faubourg aux faubourgs populaires, en créant des cellules catholiques, susceptibles, elles aussi, de radicaliser les masses.

Grâce à son universalité, l'Eglise peut opposer aux Internationales de Moscou et d'Amsterdam une nouvelle Internationale, celle de Rome. En novembre 1928, se tenait à Paris le premier congrès de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, destinée à former des militants pour le mouvement syndical chrétien. Bref, les catholiques utilisent les méthodes et les organisations des partis avancés, et peu s'en faut qu'on ne trouve dans la Croix la terminologie marxiste.

On connaît l'idéologie sociale de cette nouvelle croisade dans le peuple : les ouvriers et les patrons peuvent avoir des intérêts différents, que leurs syndicats respectifs sont chargés de défendre. De leur collaboration loyale, de leurs concessions réciproques, naîtra le bonheur universel. On comprend que l'Eglise se trouve dans une situation fautive, qu'elle est de ménager à la fois les patrons, qui forment une clientèle d'élite, et les ouvriers qu'elle cherche à attirer dans ses rangs. Il faut cependant remarquer, sous la formule simpliste de collaboration des classes, la discrimination établie entre les intérêts ouvriers et patrons. A noter aussi le souci sous-jacent de la situation matérielle des ouvriers : l'Eglise a compris que son vieux mythe de bonheur futur était insuffisant pour bercer la révolte des peuples.

A côté de ce but social, le mouvement syndical chrétien obéit à de prétendues considérations d'ordre moral et intellectuel. Il prétend « moraliser » les masses, les « éduquer », leur porter les « remèdes chrétiens ». En réalité, sous le couvert de préoccupations généreuses, il n'y a qu'un seul désir : recruter au profit de l'Eglise, travailler à son triomphe et à sa grandeur. Cette néfaste besogne procède ainsi de certains mouvements qui utilisent l'idéal révolutionnaire au profit de bas politiciens.

Quelle peut être l'influence d'une pareille tentative de rechristianisation des masses ? Trouvera-t-elle dans le peuple le même succès que dans la bourgeoisie ? Certes, il ne faut pas mésestimer la puissance de l'Eglise ; elle a prouvé, au cours de l'histoire, qu'elle était capable de tous les redressements. Mais elle prétend ramener le peuple à une mystique périmée. Et c'est pourquoi il faut avoir confiance dans la puissance d'expansion de nos idées anarchistes, dans l'état de l'humanité vers une intellectualité, dans l'état de l'humanité vers une plus large compréhension, pour refuser tout venir à un mouvement qui regarde vers le passé.

GIVET.

**Anarchistes
Syndicalistes
Révolutionnaires**
Avez-vous pensé à soutenir LE
LIBERTAIRE ? Il ne vit que par
vous et pour vous.

tion, librement discutée, venant d'en bas et se représentant tout au long de l'échelle anarchiste ; que chaque groupe cherche, avec des méthodes qui lui seront propres à devenir fort, actif, autonome, capable de se grouper, se rechercher, s'agglomérer, former des fédérations, qu'il parvienne à être les premiers seront puissants, seront puissants aussi et l'Union à son tour s'en ressentira et s'en trouvera impulsée.

Lorsqu'il en sera ainsi, nous n'aurons plus à voir des membres de la Commission administrative de l'Union, rechercher à la veille de chaque congrès national, la mouture ou plus efficace façon de sortir de l'ornière ; les groupes s'en chargeront en ne manquant pas de donner des initiatives et des suggestions — initiatives et suggestions — que ne manqueront pas de donner également les membres de la C.A. incorporés chacun dans leur groupe.

Dans le cas contraire, Camarades, si vous prétendez organiser les anarchistes, de quels moyens userez-vous pour les faire obéir à vos injonctions ? Y aura-t-il une discipline de fer ?... nous avons vu, nous voyons chaque jour ce qu'on obtient avec ce genre de sanction : vous serez rarement suivis et pour peu de temps et le serrez-vous, que le coup de canif serait fort bien un coup de poignard.

Croyez-moi, chers camarades, il appartient aux anarchistes de s'organiser par la base et pour cela je souhaite que bien des camarades prennent conscience des devoirs qui nous incombent.

Guerre à l'apathie, à la veulerie, et haut les cœurs pour la lutte contre l'autorité.

A. TRICHEUX.

P.-S. — Le Groupe de Toulouse adresse à tous les groupes dont il s'adresse une circulaire consultative, afin d'entente, concernant le prochain Congrès. Nous ne saurions trop prier les secrétaires de groupe de répondre sans retard.

DANS LES THÉÂTRES

LA ROUILLE

Pièce soviétique d'Oupensky et Kirchou
Traduction française
de MM. Bienstock et Nozières

La pièce de mœurs soviétiques, qui tient en ce moment l'affiche du théâtre de l'Avenue, vaut qu'on parle d'elle. C'est, transportée sur la scène, une tranche de vie de cette Russie nouvelle qui déjà a fait couler tant d'encre.

A dire vrai, le spectacle qui nous est offert n'est pas de nature à relever, aux yeux du public, le régime instauré par le parti bolchevique.

Le critique théâtral de l'Humanité a tellement bien senti qu'il déclarait, dans son compte rendu, regretter de voir présenter une telle œuvre, devant des esprits non préparés.

D'autre part, la revue Monde s'est faite l'écho, récemment, de la querelle qui s'est élevée entre les auteurs et les traducteurs. Querelle qui a d'ailleurs tourné à l'avantage des traducteurs, puisque ces derniers ont pu faire état de lettres des auteurs russes les félicitant de la fidèle adaptation.

Il découle, de ces incidents, que la « Rouille » est un tableau que les auteurs — avec un grand accent de sincérité, dont nous devons les féliciter — ont voulu rendre aussi exact que possible. Ils y ont parfaitement réussi, et l'inquiétude que manifestent les préposés à la propagande communiste, est le plus sûr garant de la véracité de cette peinture des mœurs bolcheviques.

Il est malaisé, tellement de questions sont soulevées par cette pièce, d'en faire le compte rendu. Nous serions obligés d'abandonner trop de sujets qui sortiraient quelque peu du cadre de cette rubrique. Aussi n'entreprendrons-nous pas de raconter par l'état l'œuvre de Kirchou et Oupensky. Disons simplement que c'est tout le problème de l'enfantement du monde nouveau qui est posé dans les quelques tableaux, fort bien vus, qui se succèdent devant nos yeux.

On y retrouve les personnages habituels que l'on cotoie dans tous les milieux révolutionnaires... et qui forment le fond de notre pauvre humanité. Avec la sombre brute, héros des jours d'octobre, jusqu'au militant sincère, en passant par la « femme omnibus », toute la faune est représentée.

L'ouvrier qui a commandé un régent rouge sur le front, qui a risqué tout ce qu'il a pour la Révolution, et qui se prévaut de ses exploits pour tyranniser ceux qui l'entourent n'est pas un être tellement exceptionnel.

Et quand, s'adressant à un jeune, il s'écrie : « Toi, blanc bec, si t'appuyais sur le nez, il en sortirait encore du lait », on se croit transporté dans quelque réunion publique, où un militant enthousiaste, l'air d'importance, quelque jeune imprudent qui, timidement s'est levé de son banc.

De même que le personnage, fatot à souhait, incapable de se prononcer, toujours neutre ou toujours avec la majorité et qui larmoyant déclare : « Qu'il faudrait bien que tout le monde se mette d'accord ».

Et l'éternelle question sexuelle n'est pas oubliée. Elle tient dans la pièce, sinon dans la Révolution, une bien grande place. Comme nous voilà loin du « coit en série ».

Voici évoqués, péle-mêle, quelques scènes de la « Rouille », nous en passons et des meilleures, telle celle du suicide, sur laquelle il y aurait vraiment trop de choses à dire. C'est que le sujet prête à tellement de réflexions, qu'on est quelque peu bouleversé.

Et nous ne ferons pas chorus, avec les ricanements des quelques bourgeois républicains, venus au spectacle pour se repaître du sort tragique de cette Russie, qui depuis 1917, leur a causé tant de cauchemars...

Le titre de la pièce : la « Rouille », indique bien l'intention des auteurs. Ils ont voulu démontrer que le magnifique esprit révolutionnaire d'octobre était rouillé.

Ah ! comme il est loin le sublime enthousiasme qui soulevait les faubourgs de Moscou, et qui permit à tous les révolutionnaires de s'unir, pour rejeter les hordes de Youdenitch, parvenues à quelques verstes de la capitale. La lassitude s'est emparée de tous.

Les auteurs, bien qu'en termes mesurés (il le fallait bien pour que leur pièce fut jouée dans un théâtre bourgeois) ont voulu cependant lui donner une allure optimiste. Ils n'ont pu empêcher de laisser poindre la sourde inquiétude que les étreints. Ils savent bien que la grande machine grince de tous les côtés.

La Russie est enlisée dans le centralisme bureaucratique, sur lequel Staline règne en maître. Les meilleurs ouvriers de la Révolution peuplent les prisons et les camps.

Il serait trop facile, cependant d'accuser les bolchevistes d'être les seuls responsables de la situation actuelle. Sans oublier leur terrible part de responsabilité, il nous faut tenir compte des nombreux facteurs qui ont nui au développement de l'enfant d'octobre 1917. C'est qu'il est plus facile, de renverser le régime capitaliste, que toutes ses forces de coercition, que d'édifier la nouvelle maison, avec ces vieux matériaux que sont les hommes...

La-bas, à l'est de l'Europe, la rouille, peu à peu, rongé les derniers vestiges de l'élan révolutionnaire qui avait suscité tant d'espoirs...

Les Slaves qui déjà nous ont donné tant de leçons d'énergie laissent maintenant accomplir son œuvre mortelle sans réagir ? Espérons que leur proche ou se débarrassent de leurs despoires ils tenteront l'édification de la société nouvelle : la société libre des travailleurs.

La « Rouille », mise en scène et interprétée superbement par une troupe dans laquelle figure Mlle Falconetti, dont l'éloge n'est plus à faire, est une pièce à voir. C'est une pièce qui fait beaucoup réfléchir...

R. BOUCHER.

Aux Camarades de la Région Parisienne

SOUSCRIPTION POUR GUYARD

Notre camarade Guyard se trouve actuellement à l'hôpital, où il vient de subir une très grave opération. Tous les camarades de la région parisienne connaissant bien ce bon militant, autrefois adhérent du groupe de Pantin-Anbervilliers et aujourd'hui membre du groupe du 18^e, dont l'activité à répandre nos idées ne s'est jamais ralentie, depuis des années qu'il lutte parmi nous, Guyard a deux jeunes enfants dont l'un, récemment victime d'un accident, n'est pas encore rétabli : sa situation est donc si troublante particulièrement pénible à la sortie de l'hôpital, son état demandant une longue convalescence. Aussi ne croyons-nous pas fautive l'appel à la solidarité de tous les militants de la région. Des listes de souscriptions seront adressées à tous les groupes de la Fédération Parisienne. Mais, dès aujourd'hui, camarades, envoyez votre souscription à Frémont, 72, rue des Prairies (20^e).

Le Groupe des 17^e et 18^e.
Premiers versements : Groupe des 17^e et 18^e : 100 francs. B. I., 5 francs.

AU CANADA

La calotte souveraine

Le Canada est actuellement en plein essor. C'est une place d'espérance pour les capitalistes de tout poil et qui, si l'on en croit la presse bourgeoise, serait tout à fait conquise à la civilisation moderne. N'en doutons pas, si au nom de civilisation, il faut entendre des régimes tels que ceux en honneur dans la vieille Europe aussi bien que dans la « libre » Amérique.

Ainsi qu'au Canada comme en nombre de républiques laïques, la calotte est toute puissante. On nous signale qu'un Canadien français, ayant eu l'audace de faire édifier et distribuer un tract commentant certains versets de la Bible afin de faire ressortir la duplicité du clergé et le mercantilisme des prêtres, s'est vu appréhender et accusé pour écrit « blasphematoire ».

Les quelques vérités émises par le tract n'avaient rien en le ton de plainte à la gent chahutée de l'endroit. Celle-ci ne se borna pas à en appeler aux textes de lois encore en vigueur punissant un tel délit, elle alla plus loin : elle fit passer l'auteur pour fou. C'est ainsi que ce mécréant fut placé en « observation » et qu'il s'est naturellement trouvé un médecin pour conclure à l'aliénation mentale.

Des amis de cette nouvelle victime de la cléricature sont intervenus et s'occupent activement de faire nommer un aliéniste de leur choix, en vue d'un nouvel examen. Mais on dit qu'ils auront fort à faire pour obtenir un résultat quelconque. Telle est l'omnipotence du clergé dans la province de Québec — le fait se passe à Montréal.</

TRIBUNE SYNDICALE

LA GRÈVE DES COCHERS-CHAUFFEURS

Victoires et volte-faces unitaires

Grosse émotion dans le public et chant de victoire au syndicat des cochers-chauffeurs. Vendredi 10 janvier, à 20 heures, dans la cour du syndicat, elle ont eu un succès inespéré aux yeux des organisateurs eux-mêmes.

Cependant, malgré l'affirmation de la « radicalisation des masses », la corporation était dans un état d'achèvement complet. C'est, en effet, la corporation des longues journées (14 et 16 heures) : c'est la pratique du pourboire « indispensable » est à la base du travail ; où le chauffeur se trouve soumis à l'arbitraire des « représentants des pouvoirs publics », entendons au fil et à la volonté cupide des politiciens des grosses compagnies et des loueurs dont l'appât n'est pas moins insatiable.

L'action des cochers-chauffeurs se trouve d'ailleurs paralysée par ce fait qu'une bonne partie des syndiqués, propriétaires de leur voiture, sont disposés plutôt à diriger leur action vers le développement de la coopération et se trouvent ainsi détournés du mouvement syndical. D'autre part, beaucoup de chauffeurs ne vont au syndicat que dans l'espoir d'avantages immédiats : retrait de contraventions, défense devant le conseil de discipline. Il est vrai que, malgré un appareil bureaucratique important, on n'a jamais vu le syndicat des cochers-chauffeurs entreprendre l'éducation syndicale de ses adhérents, s'efforcer de faire prévaloir l'idée de la journée de travail de huit heures et lutter contre les mœurs trop souvent répandues dans une corporation où le respect pour la « toute puissante » place de cent sous est poussé à l'extrême ?

Dans de telles conditions quelle allait être l'attitude du syndicat dans la crise qui s'ouvrait ? Et d'abord quelles étaient les causes de cette « ruade » qui venait après les échecs lamentables du 12 octobre 1925, du 8 août 1927 et du 1er août 1929 ? On sait comment le conseil municipal de Paris, après avoir voté les augmentations de tarifs de la S. T. C. R. P. et pour les besoins de la concurrence, décida dans sa dernière session d'augmenter le tarif des taxis. D'autre part, afin d'amener quelques ressources nouvelles au budget de la ville, on vota en même temps une augmentation de 4 fr. concernant la taxe de stationnement. Les compagnies et les gros loueurs, connaissant bien la passivité de leur personnel, ne trouvèrent évidemment rien de mieux que d'en faire supporter la charge aux chauffeurs. Ce fut cette dette de deux francs qui mit précisément le feu aux poudres et provoqua la démonstration de 24 heures du vendredi 10 janvier.

Cette grève — disons-le — fut un succès incontestable. Mais quel en fut le résultat pratique ? Malgré les affirmations des dirigeants, on ne peut dire qu'il fut négatif. En effet, si la question des deux francs, motif de la grève, fut réglée au gré des cochers-chauffeurs, ceux-ci se virent frustrés du bénéfice de leur victoire par les patrons et les compagnies qui augmentèrent immédiatement de 0 fr. 45 le bidon d'essence. Si donc on considère que la consommation normale d'une voiture est de 3 bidons, on voit que le bon final du chauffeur ne l'enrichira pas. Pourtant, dans les meetings tenus la veille du mouvement, le coup avait été prévu : pas d'augmentation au prix de l'essence, y avait-on proclamé, on était même allé plus loin : on avait demandé que le pourcentage de la recette allant au chauffeur passât de 40 et 50 % à 50 % brut ; on avait exigé la suppression de tous les frais de cour (pourboires, mécaniciens et employés de toute sorte), le dégrèvement du droit de stationnement journalier de 14 fr. pour toute voiture restant

C. G. T.

DONT ACTE

Le Syndicat des cochers nous adresse la lettre suivante :

« Dans le « Libéraire » du 28 décembre, première page, sixième colonne, sous le titre : « Ne faites pas de vos enfants des... », vous mettez en cause les ouvriers cochers, et laissez croire que nous nous désintéressons des moyens tendant à limiter les naissances ; vous nous obligez à vous rappeler que cette question a été traitée par de nombreux articles sur « l'ouvrier cocher », et que nous ne nous sommes pas contentés de la passer sous silence, comme nous le faisons le nôtre, dans la mesure des moyens disponibles.

« Nous vous prions de bien vouloir insérer cette lettre en vous priant de croire à nos sentiments révolutionnaires.

« Pour le Conseil syndical et par ordre : Le secrétaire : M. Bauger »

C. G. T. S. R.

Ce soir, à 20 h. 30, réunion de la Commission de contrôle, lieu habituel.

GROUPE D'AMIS DU « COMBAT SYNDICALISTE » DE PARIS

Réunion du groupe le lundi 27 janvier, à 20 heures 30, lieu habituel.

Retenue des listes de souscription qui sont en cours de distribution.

Le « Combat » étant paru, sera à la disposition des copains.

Que tous soient présents. — Le Secrétaire : Desbois.

SYNDICAT GENERAL DES TRAVAILLEURS DE L'AMEUBLEMENT

Comme il avait été décidé à la dernière réunion, les camarades qui sont prêts à entrer au redressement du syndicalisme, selon les principes de la C.G.T.S.R., se réuniront tous les mardis à la réunion qui aura lieu le mardi 28 janvier, à 18 heures, au 89, faubourg Saint-Antoine.

Lecture des chartes : Prix des adhésions et cotisations : Prise des cartes 1930 ; Election du Bureau ; Propagande à envisager dans l'ameublement, d'accord avec la 1^{re} U. R.

SYNDICAT UNIQUE DES CUIRS ET PEUX

Aux ouvriers en chaussures syndiqués et non syndiqués

Le Syndicat des cuirs et peaux de la Seine organise le 25 janvier à 14 heures, petite salle des Grèves, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, un grand meeting de propagande syndicale dans le but d'enlancer une action énergique et pour une augmentation générale des salaires. Des sujets très importants seront discutés, tels que : le chômage, travail à domicile, la diminution des heures de travail, les assurances sociales et le programme confédéral. Nous faisons un pressant appel aux ouvriers de la corporation, pour venir nombreux pour la défense, de leurs intérêts et pour défendre leur groupement de classe, le syndicalisme révolutionnaire.

Orateurs : J. HELL et ANDRIEU de la C. G.T.S.R.; OLIVE, de la chaussure.

Un Camarade du coust-matin.

PARMI LES LIVRES

HANS LE MARIN

par Edouard PEISSON

Faut-il créer un art prolétarien ? Faut-il se mettre à écrire une littérature dans laquelle des ouvriers auraient le beau rôle et dont les bourgeois tiendraient la place de traîtres et de persécuteurs ? Je ne le crois nullement. Et dût le populisme (cette création sortie du cerveau de M. André Théry, nullement qualifié, d'ailleurs, pour écrire sur le peuple, qu'il ne connaît pas) en souffrir, nous pensons que la seule littérature à créer, à lire, à encourager et à répandre est celle qui, se réclamant seulement de la vie, sait nous émouvoir en représentant les hommes tels qu'ils sont, c'est-à-dire de pauvres petites choses dont se joue la fatalité et que déchirent les injustices sociales. C'est même, cet art, dénué d'artifices et de ficelles littéraires qui a été cause du succès de Gorki et de Jack London autres fois, et qui, plus près de nous, a été pour beaucoup dans la révélation d'un Panait Istrati. D'autre part, une littérature prolétarienne deviendrait inévitablement démagogique et ne serait pas supportable ; témoin certain feuillet paru dans l'*Humanité* dernièrement, et dans lequel un orphelin était en butte à des tracasseries sans nombre de la part des lois et du militarisme, et qui n'était pas lisible.

M. Edouard Peisson, qui a commencé par vivre ses livres avant de les écrire, nous donne dans *Hans le Marin* une magistrale étude de caractère ; son livre, qui n'est que deux faits-divers qui s'enchevêtrent, l'un étant la conséquence de l'autre, ne serait que le bref récit d'une passion de marin qui est entortillé et qui se venge, si, au cours de l'aventure, l'homme pris dans l'engrenage de la société actuelle, ne ressentait pas dans sa chair la souffrance de la faim et dans son esprit la souffrance de l'abandon social.

L'on peut facilement résumer les péripéties de ce roman. Un marin américain débarque à Marseille ; grâce à ses dollars, il est naturellement le sujet des avances flatteuses des femmes ; une d'entre elles qu'il a connue dans un dancing l'emmène dans un hôtel, se donne à lui, et en sortant le fait tomber dans un guet-apens, afin de le dévaliser ; il se réveille à l'hôpital, car il a reçu un coup de couteau dans la bagarre, et c'est ainsi que, sans papier, sans argent, il sera condamné, sans pitié, aux misères de la rue. Il ira donc de bureau en bureau, il traînera la faim au ventre devant les éventails des marchands remplis de victuailles, mais partout il se heurtera à des difficultés sans nombre : formalités des administrations, lenteurs de la bureaucratie, enquête à mener à bonne fin, et devant cet abandon de l'individu par la collectivité, il viendra à formuler cette phrase terriblement logique : « L'on jette une bouée à l'homme qui va se noyer, pourquoi ne jette-t-on pas un morceau de pain à l'homme qui a faim ? » Et c'est un frère de misère, La Bête (ce nom est un symbole) qui le conduira à une œuvre privée où il trouvera, enfin, un bol de soupe chaude et un gîte. Ensuite, ce sont les difficultés de trouver du travail, car il faut pour cela, ainsi que le lui explique son camarade, des papiers, des certificats, une identité, être en règle, etc. ; enfin un tas de raisons qui rejettent impitoyablement dans le ruisseau l'homme qui voudrait se relever ; heureusement qu'il y a le métier de chiffonnier, et c'est à cette tâche qu'il va se livrer, jouissant d'une certaine liberté lui permettant de rêver quand cela lui plaît, et surtout de s'apercevoir que cette règle terrible sur laquelle est basée la société : « Ceux qui peinent le plus ramassent le moins ! » Brusquement, il revoit — par hasard, d'ailleurs — la femme qui l'a jeté dans cette gêne, il veut — sa chair et son esprit le réclament — la sentir à nouveau toute contre lui, ce désir l'empêchera même de rejoindre ses anciens camarades du bateau qui est revenu faire escale à Marseille ; il ira donc au dancing, il retrouvera la femme, l'emmène à l'hôtel, et là, son désir satisfait, il l'abandonnera morte sur le sol, comme une poupée, et se précipitera, l'esprit soulagé, à partir pour Paris, pendant qu'une gitanie qui avait aimé le sauve des recherches de la police en fournissant au commissaire un alibi. Et c'est tout, mais il y a dans ce roman une force d'évocation extraordinaire, une sensation de vie qui est donnée par petites touches, en phrases courtes et ramassées, un tableau vivant et pittoresque de Marseille avec ses quais, ses ruelles d'amour et de misère, le tout sous le ciel ardent de la Méditerranée.

Edouard Peisson a trouvé les mots qui lui fallait pour évoquer les scènes d'amour. Je n'en veux citer que les suivantes ardentes et sensuelles : « Une chair fraîche et rose, et, au milieu du corps, une tache d'or fauve » ; « Elle posa sa bouche sur son ventre. Il sentit comme une brûlure... »

Si la société bourgeoise ne gâte pas les qualités littéraires et surtout humaines d'Edouard Peisson, nous pouvons nous attendre à de belles productions de sa part ; chose rare, et ce n'est pas tous les jours que nous avons le plaisir de lire des romans comme *Hans le Marin*.

ERGET.

(1) *Hans le Marin*, d'Edouard Peisson, Bernard Grasset, éditeur. En vente à la Librairie d'Éditions Sociales : 12 francs.

UNE AUTRE VOIX D'EN FACE...

ERNST JOHANNSEN

QUATRE DE L'INFANTERIE

Le livre des tranchées

En vente à la Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies.

« Une lettre de S. Faure »

Dans le dernier numéro du *Libéraire*, notre camarade Ghislain dit que je dirige la voix libératrice.

Il se trompe. J'y écris régulièrement, mais un livre collaborer. J'y réponds de mes articles, comme tous les rédacteurs répondent de leurs : pas plus, pas moins. Il y a un Comité de rédaction qui siège à Limoges et dont je ne fais pas partie.

S. FAURE.

Si j'ai employé le mot dirige dans le sens du *Libéraire* pour définir l'activité de notre camarade S. Faure dans la parution de la Voix Libératrice, je n'y ai attaché aucun sens péjoratif, il me semblait que c'était le seul mot convenable pour situer exactement la position de S. Faure par rapport aux articles qui paraissent actuellement dans le *Libéraire*.

R. G.

(1) *Hans le Marin*, d'Edouard Peisson, Bernard Grasset, éditeur. En vente à la Librairie d'Éditions Sociales : 12 francs.

UNE AUTRE VOIX D'EN FACE...

ERNST JOHANNSEN

QUATRE DE L'INFANTERIE

Le livre des tranchées

En vente à la Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies.

Une lettre de S. Faure

Dans le dernier numéro du *Libéraire*, notre camarade Ghislain dit que je dirige la voix libératrice.

Il se trompe. J'y écris régulièrement, mais un livre collaborer. J'y réponds de mes articles, comme tous les rédacteurs répondent de leurs : pas plus, pas moins. Il y a un Comité de rédaction qui siège à Limoges et dont je ne fais pas partie.

S. FAURE.

Si j'ai employé le mot dirige dans le sens du *Libéraire* pour définir l'activité de notre camarade S. Faure dans la parution de la Voix Libératrice, je n'y ai attaché aucun sens péjoratif, il me semblait que c'était le seul mot convenable pour situer exactement la position de S. Faure par rapport aux articles qui paraissent actuellement dans le *Libéraire*.

R. G.

LÉNINE A PARIS

par ALINE

Prosper Mérimée déclarait n'aimer de l'histoire que les anecdotes.

Les anecdotes ont en effet leur charme, et le plus souvent elles sont d'un attrait plus sûr que les exposés arides ou les analyses doctrinaires. C'est un genre que les marxistes ne cultivent guère. Cette littérature leur agréait assez peu ; aussi que la Librairie Maréchaliste ait pris l'initiative de ce petit livre de souvenirs, qui n'est, après tout, qu'un recueil d'anecdotes sur Lénine, cela ne laisse pas que d'être surprenant.

Tous ceux qui jouèrent un rôle de premier plan dans la Révolution russe sont en ce moment la proie des érudits et des historiens.

Coup sur coup, nous avons vu plusieurs ouvrages paraître sur Lénine, et aussi sur Trotsky. Les derniers en date sont le *Lénine*, de Pierre Chasles, édité chez Plon, et le livre d'Eastmann sur la *Jeunesse de Trotsky*, sans grand intérêt, du reste, et de beaucoup inférieur à *Depuis la mort de Lénine*, et celui de Pierre Fervet sur la *Vie orgueilleuse de Trotsky*. Ce dernier livre, quoique conçu dans un esprit de dénigrement, est d'un intérêt réel, et qui ne s'émoussure point d'un bout à l'autre de l'ouvrage.

Aline (qui peut bien se dissimuler sous ce pseudonyme anodin) nous montre par une suite de petits récits quelle fut la vie du chef des bolcheviks à Paris.

Vie simple s'il en fut.

Il est beaucoup de gens qui, ayant l'esprit déformé par une habitude religieuse de transfigurer tous ceux pour lesquels ils ont de l'admiration, croient qu'un « surhomme » vit d'une vie différente de celle des autres êtres. Ils imaginent des tas de choses plus invraisemblables les unes que les autres.

En bien, Lénine vivait de la façon la moins compliquée qui soit.

A Paris, il s'était installé dans un petit logement, deux chambres et une cuisine, meublées de la façon la plus rudimentaire. Partout des livres. Un jeu d'échecs, c'était là le seul luxe de la maison. Si son logement n'était pas la cellule « nue et froide », dont, en général, les littérateurs dotent les « penseurs », auxquels ils rendent visite, il n'était pas non plus d'un faste excessif.

Aline nous raconte les petits ennuis des exilés russes à leur arrivée à Paris. Lénine avait toujours en réserve tout un tas d'ustensiles : lampes à brûler, théières, verres, dont il faisait cadeau aux nouveaux arrivants par trop démunis de matériel.

Lénine consacrait le plus clair de son temps à la rédaction du journal de la fraction bolcheviste. Avec sa femme, il assumait encore la charge de correspondre avec tous les camarades dissimulés à travers le monde.

Sa vie s'écoulait en dehors des conférences politiques qui, de temps à temps, l'obligeaient à se déplacer, sans beaucoup d'appréhension.

Il suivait attentif et serein, le développement de la situation en Russie.

À part la lecture, le jeu d'échecs, les promenades à bicyclette dans les environs de Paris, Lénine ne connaissait guère de distractions.

Quelques fois, dérogeant à ses austères habitudes, il allait au concert. Ainsi, il s'enticha de Montéux ; un jour, il alla du Petit-Montrouge jusqu'à Belleville, pour avoir le plaisir de l'entendre.

Tout de même, s'il sortait assez peu, il ne faudrait pas croire qu'il était continuellement préoccupé de mettre à feu et à sang l'univers. Au moment de la période héroïque, il se trouvait des gens pour croire que les anarchistes étaient des hommes continuellement occupés à la fabrication de quelque chimie infernale.

Lénine avait ses moments de détente, comme tout le monde. Sans être un sportif, à la manière anglaise, il ne redoutait point les exercices physiques. Marche, cyclisme, natation, étaient des jeux qui ne le dégoûtèrent point.

À ce propos il réagissait même contre ce qu'un auteur de Russie appelle l'*obolomovisme*. Il ne pouvait souffrir la nonchalance apathique de certains de ses compatriotes.

Lénine était avant tout un actif. Ce n'était pas un grand disputeur, un remueur d'idées, il avait pris une fois une position et il entendait y demeurer.

Quelques temps avant-guerre, Lénine quitta Paris pour Cracovie. C'est là que la guerre le surprit. Aline nous dit le désespoir de la colonie bolcheviste-léniniste de Paris devant la guerre. La plupart s'engagèrent dans l'armée française. Le vieux Plekanov, qui passe pour un type extraordinairement intelligent chez les marxistes (Rappoport dit) tient aux volontaires, en partance pour le front, le discours suivant :

« Je vous envoie. Je voudrais être avec vous. Vous partez pour une cause sacrée, pour une œuvre héroïque. Soyez de bons soldats disciplinés, faites bien votre service, donnez l'exemple. La lutte s'annonce longue et acharnée. Mais il faut aller jusqu'à la victoire... »

Voilà les paroles de l'homme devant l'intelligence duquel toute la social-démocratie avant-guerre bégayait d'admiration. Le vieux Plekanov donna ce jour-là la mesure du sinistre imbécile qu'il était, qu'il avait toujours été.

Devant tant de naïveté, on prête le cynisme criminel d'un Clemenceau.

Lénine, qui avait été arrêté lors de la déclaration de guerre, donna enfin de ses nouvelles. Ce fut pour condamner les défenses avec la véhémence que l'on sait.

Dès lors, il s'affirma « défaitiste » convaincu, et ne cessa pas de travailler au triomphe de sa doctrine.

A. BARCELONE.

Éditions : « Les Revues », en vente à la Librairie d'Éditions Sociales : 9 francs.

LISEZ ET FAITES LIRE

le livre par excellence de propagande anarchiste :

PAROLES D'UN RÉVOLTÉ

par Pierre KROPOTKINE

PRIX : 6 Francs

Franco recommandé : 7 Fr. 25

En vente à la

LIBRAIRIE D'ÉDITIONS SOCIALES

Version espagnole de Pizana

Un volume de plus de 300 pages. Franco : 12 francs.

Commandes à : Pizana, 22, rue Solferino, (Béziers, Hérault).

LA VIE DE L'UNION

Commission administrative. — Réunion lundi 27 janvier, à 20 h. 30.

PARIS-BANLIEUE

Groupe des 11^e et 12^e. — Le groupe se réunira mercredi 22, à 20 h. 30, au 181, faubourg Saint-Antoine. Causerie sera faite par le camarade Lashories sur Proudhon. Les sympathisants et lecteurs du « Libéraire » sont cordialement invités.

Ordre du jour : La solidarité pour un camarade emprisonné, objet de conscience.

Groupe des 14^e et 15^e. — Les militants de ces groupements se réunissent tous les vendredis à 20 h. 30. Maison des coopérateurs petite salle au 85, rue Mademoiselle (15^e).

Groupe des 17^e et 18^e. — Réunion mardi 28 janvier, à 20 h. 30, salle de l'Indépendance, 28, rue Duhamel (18^e). Que tous soient présents.

Groupe d'Argenteuil. — Tous les camarades anarchistes et syndicalistes sont présents à la réunion du groupe qui aura lieu le samedi 25 janvier, à 20 h. 30, à la Maison du Peuple, organisation d'une conférence.

Le « Libéraire » et le « Combat Syndicaliste » sont en vente toutes les semaines à la Maison du Peuple.

Groupe Régional de Bezons. — Réunion du groupe le samedi 25 janvier, à 20 h. 30, salle de Bezons, 3, Carrières. Compte rendu de la réunion de Chateau, invitation est rendue de la réunion de Chateau, invitation faite aux sympathisants et lecteurs du « Libéraire ».

Groupe de Saint-Denis. — Que tous les camarades du groupe soient présents à la réunion

vendredi 24 janvier, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger.

TOULON

MISE EN GARDE

Les camarades de la Jeunesse Libre de Toulon, s'étant réunis le 17 courant à seule fin de discuter sur l'attitude de Jacques Laurent, ont décidé de faire paraître dans la presse, la note suivante :

« L'ex-camarade Laurent Jacques (de son vrai nom : Ivan Paul), ayant commis des indélicatesses envers des camarades, des prisonniers, nous invitons les militants de syndicales, nous invitons les militants de ces organisations, des qu'ils auront l'occasion de rencontrer le sus-nommé, de le démasquer et de lui poser les questions suivantes :

1° Qu'as-tu fait des sommes que tu as ramassées en faveur de Vial ? (Somme de 412 francs).

2° Des 130 francs destinés à un prisonnier ?

3° Des 63 francs destinés au règlement d'une facture d'affichage ?

4° Surtout, des livres appartenant au groupe, qu'il a vendus au port ?

Bien entendu, profitant de notre confiance, il n'a jamais tenu aucune comptabilité. Malgré cela, nous avons pu apprécier les préjudices portés à notre groupe. Aussi — comme nous en avons l'habitude — nous nous rencontrons une canaille, nous la connaissons, à seule fin que les camarades sincères — de n'importe quelle organisation — la démasque et renvoie cet individu avec les gens de son espèce.

La Jeunesse Libre de Toulon.

BÉZIERS

REPONSE AU « TRAVAILLEUR DU LANGUEDOC »

Dans le « Travailleur du Languedoc » du 11 janvier, un camarade anonyme a cru bon de faire allusion à mon article sur la révolte des vigneronnes de 1907 et naturellement n'étant pas de son parti, il affirme gravement qu'il ne s'agit que d'une révolte paysanne. Qu'il me permette de ramener les choses au point.

J'ai écrit : « Ils tuèrent un nommé Ramond ». Avant de passer à l'histoire, c'était un homme tout simplement et le fait d'avoir certaines tendances politiques ne change en rien le crime du Gouvernement. On a-t-il vu que l'histoire nous le montre comme un homme de la cellule de la commune ? Il me semble tout simplement, qu'il n'y avait pas eu de punition collective, si les mutins s'étaient organisés dans la résistance, qu'ils eussent posés eux-mêmes des conditions à l'Etat, sans fraternellement avec le peuple.

Quant aux lignes dans lesquelles il parle de gros, moyens et petits propriétaires, qu'il me permette de lui conseiller de relire mon article, il ne s'agit nullement de collaboration avec les gros propriétaires, seulement il y a une classe de petits propriétaires terriens, qui ont été dépossédés de leur terre, et qui ne peuvent pas en faire autre chose que de la louer à des capitalistes pour le renversement de la société capitaliste que nous gagnons aux idées révolutionnaires de la masse paysanne.

Quant aux votes dans lesquelles « certain grand (7) parti entraîne depuis quelque temps les masses, nous ne pensons guère qu'il y ait un avantage pour ces masses à continuer à les suivre ; d'ailleurs, ces masses dont on parle tant, sont inexistantes et seuls les permanents et appointés du parti restent dans la ligne, à cause de la machine mensongère.

RENE GHISLAIN.

N. B. — Dans un autre numéro, le même camarade anonyme me demande des précisions au sujet du 1^{er} août, qu'il me permette de lui faire savoir : que j'étais arrivé le 1^{er} août, avant les meetings de la cellule de Montpellier, que je fus maintenu dans les locaux de la police jusqu'à 22 heures et que je dus partir la même nuit pour les besoins de la propagande, en accord avec mes camarades, et que fait que je n'ai pu assister impossible à une manifestation d'ailleurs inexistante.

Quant aux emprisonnements dont il parle, ils sont libérés depuis fort longtemps, nous, nous sommes en liberté, nous ne sommes pas en prison, nous ne sommes pas en prison pour notre action révolutionnaire. — R. G.

Groupe Régional de Bezons

Notre série de réunions publiques sur « Si la guerre venait, que ferions-nous ? » se continue avec succès. Après Monesson et Houllès, c'est à Chateau qu'un lieu samedi notre dernier meeting. Dans ce pays « petit bourgeois » où les groupements politiques divers arrivent très difficilement à grouper du monde, nous avons réussi à avoir une belle salle d'auditeurs attentifs. Notre agitation continue dans cette région de Seine-et-Oise à faire connaître nos idées et nous espérons faire mieux.

À 21 heures, la réunion commence, c'est l'ami Lemoine qui préside. Lemoine explique le but de la réunion et donne le point de vue des anarchistes sur la question. Puis notre camarade Besnard de la C.G.T.S.R. traite le sujet en démontrant les rivalités capitalistes du monde entier et les différentes causes de la guerre qui vient. À l'appel de la contradiction, sont un objectif de conscience se présente qui déclara que si la guerre venait, il ferait comme en 1914, il resterait chez lui. En somme bonne soirée pour l'agitation antiguerrillière et pour notre propagande anarchiste.

AUX CAMARADES ESPAGNOLS

LISEZ ET FAITES LIRE

LA REVOLUTION RUSA EN UKRAINE

par NESTOR MAKHNO

Version espagnole de Pizana

Un volume de plus de 300 pages. Franco : 12 francs.

Commandes à : Pizana, 22, rue Solferino, (Béziers, Hérault).

Souscriptions reçues du 8 au 22 janvier 1930

Mafarolle, 4 50 ; Davico, 8 ; Benet, 10 ; Marie Ellenberger, 10 ; André Dupuy, 4 ; listes de souscription n° 928 et 930 ; au port de Vallières, près Beaumont, 31 ; St-Verny, 10 ; Boissieux, 5 ; un sympathisant de Beaumont, 10 ; un groupe de Beaumont, 80 ; un sympathisant (contre les lois), 5 ; un ami, 3 ; une petite Libertaire, 10 ; ex-camarade de Royat, 10 ; un copain, 5 ; Esténes, 5 ; Nini, 1 ; Jean R., 5 ; un gars de Beaumont, 2 ; un collègue, 5 ; un groupe d'Italiens, 7 ; 5 copains de Beaumont, 10 ; 2 frères à Beaumont, 15 ; un sympathisant place de l'Eglise, 3 ; Timin, 1 50 ; Pont-de-Château, 2 50 ; Total des deux listes : 233 ; Mignot Robert, 5 ; Neven Louis, 4 ; Chamailleau, 4 ; Beauché Henri, 5 ; Goubé, 20 ; J. Le Bec, 3 ; Deruest, 30 ; Albert de Saint-Henri, 3 75 ; Filt, 5 ; Faucher André, 10 ; En passant, 4 50 ; G. Bard, 8 ; Cousinier, 10 ; Patis Trimaudier, 2 50 ; Soldeville, 3 50 ; Henriette, 5 ; Colin Raoul, 5 ; Pichon Paul, 10 ; Douarre Bonnefoy, 3 ; Pot à Colle, 10 ; Magniot, 10 ; Planzer, 3 ; Lamouche, 6 ; Baron, 3 ; Vivien, 5 25 ; Grenet, 3 ; Membrado, 10 ; Quadri, 10 ; Popovitch, 10 ; Tréguier, 4 ; Guillou, Paris, 5 ; Lo Guener, 4 ; un cheminot, 10 ; liste de souscription n° 870 : Blot Louis, 5 ; Hôtel des Sports, 5 ; Landru, 5 ; Georges, 5 ; Rouget, 5 ; Clavel